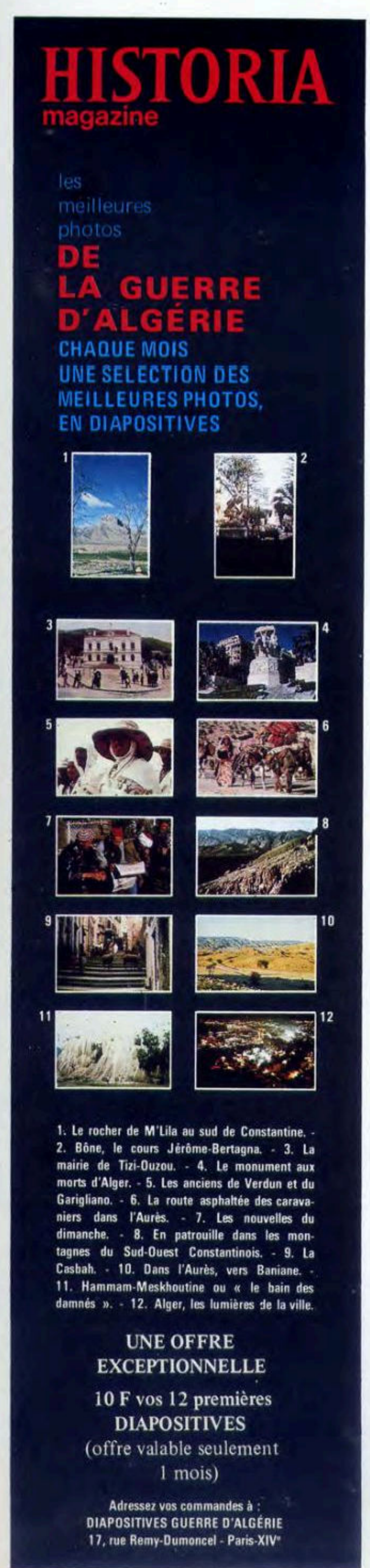
HISTORIA
magazine
43
Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 236 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



AIDES ÉTRANGÈRES ET TRAFICS D'ARMES



Couverture : Photo Flament



INQUIÉTUDES DE LA POPULATION D'ALGÉRIE

Jean FONTUGNE

LA première semaine du mois de février 1958 se terminera par le bombardement de Sakiet-Sidi-Youssef, centre d'instruction de l'A.L.N. Les conséquences allaient, dans quelques mois, provoquer le 13 Mai.

Un seul événement occupait alors la « une » des journaux de cette semaine : la fusion de l'Égypte et de la Syrie. C'est, en effet, le 1er février qu'a été proclamée la création du nouvel État, qui prenait le nom de République arabe unie. Le président Nasser pouvait alors espérer renforcer encore ses positions au Moyen-Orient et rallier d'autres puissances. Tout en consolidant l'autorité du président de l'État égyptien, cette alliance devait cependant bientôt l'entraîner dans des aventures militaires.

En France, le président Gaillard est toujours harcelé par les parlementaires de sa majorité comme par ceux de l'opposition. Certes, le vote définitif de la loi-cadre sur l'Algérie est maintenant acquis. Mais déjà de nouveaux problèmes sont soulevés. Ils concernent les promotions dans l'armée et la révision constitutionnelle.

Que devenait l'armée en Algérie?

Les effectifs ont été ramenés de 396 000 à 377 000 hommes et le service militaire porté à vingt-quatre mois. Le commandement n'en a pas moins poursuivi sans désemparer ses opérations de nettoyage et de pacification. Il a de plus terminé la construction du barrage à la frontière algéro-marocaine tout en consolidant la ligne Morice. Les patrouilles de surveillance de la marine nationale contrôlent les côtes, font échec à la contrebande et enregistrent de nombreux succès. Le dernier en date sera la capture d'un bateau yougoslave transportant d'importants stocks d'armes destinés à l'Armée de libération nationale.

Une partie de cette dernière poursuit d'ailleurs son instruction en territoire tunisien et harcèle, impunément, les forces françaises chargées d'assurer la surveillance de la frontière.

Pour les unités de l'A.L.N. combattant sur le territoire algérien, c'est une nouvelle période de réorganisation. Les accrochages iront diminuant. Seuls les attentats terroristes continuent à troubler encore la sécurité de certaines régions.

J. F.

NOTE DE LA RÉDACTION :

Durant la période des vacances au cours des mois de juillet et d'août 1972, *Historia Magazine Guerre d'Algérie* paraîtra aux dates suivantes :

3 juillet : 235 (42)	7 août : 238 (45)
10 juillet : 236 (43)	21 août : 239 (46)
24 juillet : 237 (44)	4 sept. : 240 (47)

A partir du 4 septembre, la publication de notre périodique redeviendra hebdomadaire.

SOMMAIRE N° 236 :



Keystone

Le *Slovenija*, cargo battant pavillon yougoslave, est arraisonné, en janvier 1958, au large d'Oran. Cet incident rouvre le dossier des trafics d'armes.

L'AFFAIRE DES ARMES DU "SLOVENIJA"

Holmès-Lebel

Le *Slovenija* avait quitté le port de Rijeka, les soutes pleines d'armes : 148 tonnes, dont des munitions. Ce sont des armes tchèques, destinées aux bases F.L.N. du Maroc.

L'amiral Gély, « patron » de la marine en Algérie, prend sur lui de faire escorter et visiter le bateau yougoslave. Une initiative hardie qui ne provoquerait que quelques complications diplomatiques sans conséquences fâcheuses.



René Bail



René Bail

Le 18 janvier 1958, au large d'Oran, une vedette armée de la marine nationale arraisonna, après un coup de semonce, un navire battant pavillon yougoslave, le *Slovenija*.

Une visite rapide du bâtiment, en dépit des protestations de son capitaine, permit la découverte de caisses d'armes qui ne figuraient pas au manifeste du navire.

Du *Slovenija*, dérouté sur Mers el-Kébir, on déchargea 148 tonnes d'armes et de munitions : 12 000 armes collectives et individuelles d'origine tchèque. L'armement — des bordereaux d'expédition trouvés dans les caisses l'attestaient — ▶

un arraisonnement qualifié d'acte



Ansaldi

◄ Dans le paisible port de pêche d'Oran, les amateurs musulmans de petits poissons ne se doutent pas que, pendant qu'ils regardent flotter leurs bouchons, une plus grosse prise intéresse les bâtiments de l'escadre française, au large d'Oran. Depuis le 17 décembre, les services français sont en alerte. Un message assez éloquent du F.L.N. de Tunis à celui du Maroc annonce que « Mourad embarquera les marchandises à Rijeka » (Yougoslavie).

provenait du ministère de la Défense nationale tchèque, le *Levo Narodny Obrany*. Il était destiné au F.L.N. du Maroc.

Les trafics d'armes au profit du F.L.N. ont donné lieu à de merveilleux romans d'espionnage. Les circonstances de l'arraisonnement du *Slovenija* sont — tant pis pour les amateurs d'intrigues policières — moins mystérieuses, moins pittoresques, moins romancées.

En décembre 1957, les services d'écoute d'Alger interceptèrent un message que le F.L.N. de Tunis adressait au F.L.N. du Maroc.

« Les marchandises achetées par Mourad, disait le télégramme, seront prochainement embarquées à Rijeka. »

Début janvier, Tunis dit à Rabat : « Il faut prévenir Khatib de s'entendre avec les Marocains pour le déchargement des marchandises. »

Un capitaine "très étonné"

Or Mourad était le pseudonyme de l'homme chargé par le F.L.N. d'acheter des armes en Europe. Khatib, un Algéro-Marocain, était le Maître-Jacques de la rébellion au Maroc : il avait des contacts fréquents et très amicaux avec les dirigeants marocains et avec le roi du Maroc.

Le 2e bureau de la marine d'Oran, alerté, consulta le « Lloyd's » et s'aperçut qu'un navire yougoslave, le *Slovenija*, quittant Rijeka le 15 janvier pour Baltimore, disposerait, le 20 janvier, à l'escale de Casablanca, de 200 t de fret : la déduction était facile. On ne pense jamais à tout.

Paris, détenteur des mêmes renseignements, ne réagissait pas.

L'amiral Gély, commandant la marine en Algérie, soupçonnait, non sans raison, le ministère des Affaires étrangères — qu'il appelait le ministère des Affaires étranges — de désapprouver les arraisonnements en haute mer.

Aussi, sans attendre les instructions de l'état-major de la marine — qui ne venaient pas —, décida-t-il, en accord avec le général Salan, de contrôler le chargement du navire.

L'arraisonnement du *Slovenija* — où les amis du F.L.N. verront un acte de piraterie — était conforme au droit maritime international, qui admet le contrôle des navires de commerce pour vérifier l'exactitude du manifeste, et ce, afin d'éviter le transport clandestin de produits dangereux : explosifs, drogue, etc., ou de personnes embarquées de force : femmes, esclaves, etc.

Les armes débarquées du *Slovenija* ne figuraient pas au manifeste et le capitaine du navire se déclara « très étonné » de leur présence à bord. Mais, à Oran, il commit l'imprudence de téléphoner à l'ambassade yougoslave à Rabat pour l'avertir que « la cargaison avait été découverte et débarquée et qu'il fallait demander aux autorités marocaines de revendiquer les armes ».

L'opération indignera la presse de soutien au F.L.N. : on aurait pu l'éviter en demandant au gouvernement yougoslave d'interdire le chargement du navire. Des journalistes, renseignés par « des sources généralement bien informées », se firent l'écho de la désapprobation du Quai d'Orsay. Il est une forme de candeur qui frise la trahison!

Au compte rendu de l'opération, que fit le général Salan, en demandant de conserver les armes, le cabinet du ministre de la Défense nationale répliqua sèchement qu'il se mêlait de ce qui ne le regardait pas.

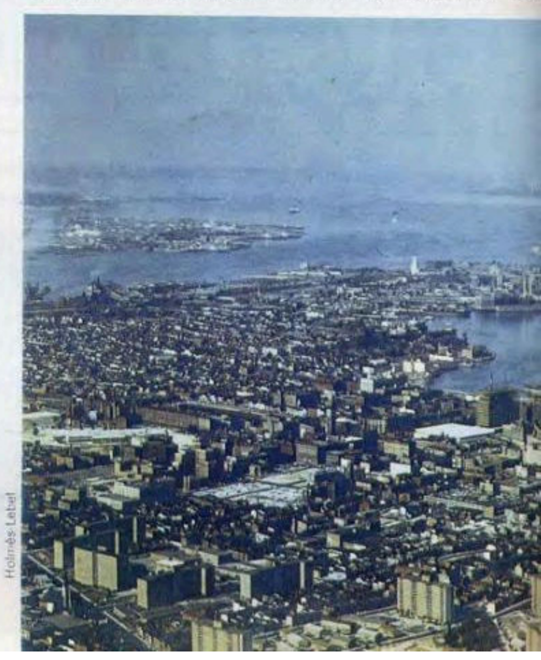
Rouget/Rapho

Le *Slovenija*, dont Mourad allait utiliser les soutes pour ses fam

Quelques jours plus tard, une instruction ministérielle confia à la Sécurité militaire le soin de détecter et de réprimer les trafics d'armes; une manière comme une autre d'éviter un nouvel arraisonnement, la Sécurité militaire étant bien incapable de remplir cette mission.

On chuchota que la France avait rem-

C'est par Londres, en consultant le « Lloyd's », que le 2e bure



Holmes-Lebel

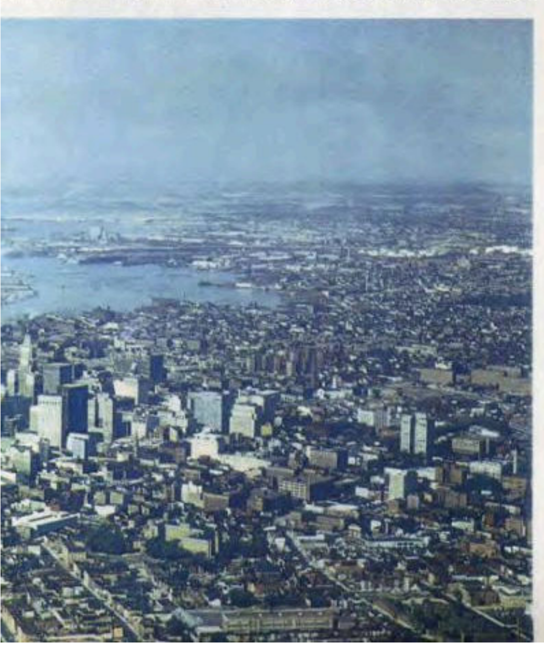


s marchandises, partait pour Baltimore, avec escale à Casablanca.

boursé aux Tchèques le prix des armes saisies. Il n'en fut rien, si l'on en croit ce que, plus tard, me confia Krim Belkacem.

L'arraisonnement du *Slovenija* n'était pas la première opération engagée contre l'armement de la rébellion par l'étranger : il y avait eu l'*Athos*, etc. Mais il apportait la preuve du concours direct des démo-

Oran découvrit qu'avant Baltimore *(photo)*, il y aurait Casablanca.



« Court-circuité » en chemin, sur les ordres de Gély, le petit bateau se retrouva à Mers el-Kébir, contraint de livrer son chargement, après un contrôle tout à fait légal. Les bordereaux émanaient du « Levo Narodny Obrany » (Défense nationale tchèque). Ils révélaient que ces armes étaient destinées au F.L.N. du Maroc. C'est en Tchécoslovaquie que les trafiquants d'armes trouvaient leurs fournisseurs les plus « compréhensifs ».



Lavalette

craties populaires à la rébellion algérienne.

De toute façon, la rébellion n'avait pas attendu le 1er novembre 1954 pour s'armer à l'étranger.

Parmi les mythes qui donnent à la guerre révolutionnaire un aspect sympathique, il n'en est pas de plus populaire que l'affirmation péremptoire que les armées de libération s'arment toujours aux dépens de l'adversaire.

Lorsque, fin 1960, l'affaire algérienne perdra son aspect militaire pour la tournure politique que l'on sait, le bilan des armes perdues et récupérées s'établira comme suit :

- 99 000 armes récupérées par les forces de l'ordre, dont 35 000 fusils de chasse (compte non tenu des armes [24 000] saisies en mer);
- 2 700 armes perdues, dont 2 000 fusils de chasse appartenant aux groupes d'autodéfense. Encore n'est-il pas sûr que toutes les armes perdues aient été récupérées intactes par les H.L.L.

On est donc très loin des comptes des théoriciens de la guerre révolutionnaire.

Initialement, dans l'Aurès, où éclata la rébellion, celle-ci ne disposera que de 300 à 400 armes de guerre introduites au cours de l'année 1954. Mais, en réalité, bien d'autres armes circulaient en Algérie depuis 1946 : armes de guerre provenant des champs de bataille nord-africains de la seconde guerre mondiale, armes de 8 mm antérieures à celle-ci, armes de chasse surtout, dont la vente était aussi libre en Algérie qu'en métropole. Un trafic très légal d'armes de chasse s'était établi entre la France et ses départements algériens.

Dans une guerre d'embuscades, de maquis, sur un terrain coupé et couvert, le fusil de chasse, chargé à chevrotines, est tout aussi efficace que le fusil de guerre.

Le nombre de ces armes était incontrôlable. On les estimait à 200 000, dont beaucoup assez anciennes.

La possession d'une arme a toujours été, pour le musulman, le signe de son autorité, de sa puissance. Dans l'ordre d'attirance, il citait : le fusil, le cheval... et la femme!

Après les événements de Sétif, en 1945, on avait bien prescrit le versement des armes : on en récupéra peu. Il restait beaucoup d'armes dans les douars.

La mort du commandant Ardassenoff

On n'ignorait pas qu'entre le Sud tunisien et l'Aurès un courant d'armes s'était établi — armes abandonnées par les Allemands et les Italiens dans leur retraite, en 1943. Mais cet armement semblait ne pas faire l'objet d'un trafic organisé à très grande échelle ou dans un dessein insurrectionnel.

Cependant, en 1946, le meurtre du commandant Ardassenoff montrera que le trafic avait pris de l'ampleur. Ardassenoff commandait le groupe des compagnies sahariennes portées de légion étrangère, de création récente et cantonnées sur les rebords de l'Atlas saharien. Son P.C. était à Aïn-Sefra, dans le Sud oranais, près de la frontière marocaine. Un dimanche matin, il partit en jeep chasser la gazelle. Il ne devait pas revenir. On retrouva son corps à quelques kilomètres d'Aïn-Sefra. Il avait été tué, l'autopsie le démontrera, par une arme italienne : un fusil Stati. Les armes glissaient donc de l'est vers l'ouest.

▶ LE « SLOVENIJA »

les armes et l'argent, nerfs de la révolution

On attribua le crime à une querelle entre chasseurs, version dont les autorités semblèrent se satisfaire.

Mais le Service de renseignements de la légion étrangère ne l'oublia pas.

Quelque temps après, ce service eut entre les mains un agent du M.I. 5, une branche de l'*Intelligence Service*, qui s'était engagé à la légion sous le nom de... disons Gray.

Gray avait attiré l'attention en entretenant avec un Britannique de Tanger une correspondance insolite. Confondu, le légionnaire avoua être chargé d'une mission par le S.R. britannique. Il devait se faire incorporer dans un renfort de légionnaires destiné à Madagascar.

La Grande-Bretagne, qui avait occupé l'île pendant la seconde guerre mondiale, l'avait évacuée en juillet 1946. Le 30 mars 1947, une insurrection éclata sur la côte est de l'île. Un bataillon de légion fut engagé. Gray fournit quelques renseignements sur les « contacts » qui l'attendaient : des pasteurs, en général.

Les confidences d'Enrico Lippi

Le légionnaire ne fut pas envoyé à Madagascar. En effet, il avait appartenu, de 1941 à 1945, au M.I. 5 du Caire; il connaissait donc bien les questions arabes. Il parut plus avantageux de l'exploiter en Afrique du Nord.

Les Services britanniques, affirmait-il, s'intéressaient beaucoup au Maghreb français. Les Anglais étaient convaincus que la France avait soutenu les mouvements nationalistes égyptiens qui aboutirent à l'indépendance de l'Egypte en 1936.

« Depuis, déclara Gray, ils se proposent de supplanter la France en Afrique du Nord. » Quelques tentatives d'ingérence n'avaient pas échappé aux services français. « Au Caire, précisa-t-il, un service est spécialement chargé de l'armement des mouvements nationalistes arabes. Créé en 1940, il n'a pas été supprimé. »

On affecta le légionnaire à la compagnie saharienne de légion stationnée à Laghouat. Cette unité nomadisait habituellement entre Laghouat et Ouargla, dans les Dayas et dans le Mzab. Il y découvrira bien des collusions suspectes et en particulier l'existence d'un trafic d'armes entre le Fezzan et les monts des Ksour, à travers le nord du Sahara.

Son contrat expirant, Gray sera « confié » au poste S.D.E.C.E. d'Alger. Il réussira à obtenir un emploi au consulat général britannique... puis, un jour, il disparaîtra. On retrouvera son cadavre dans les eaux du port!



Holmès-Lebel

L'affaire du *Slovenija* ▶ éclairait d'un jour particulier les relations entre le F.L.N. et les pays de l'Est. Il y eut aussi le *Lidice*, autre cargo tchèque, qui livra sa cargaison après avoir été arraisonné. 581 tonnes d'armes.

◀ Prague, une capitale tout à fait acquise à la révolution algérienne. En fait, une grande partie des armes destinées à remplacer les vieux fusils récupérés dans le désert devait venir des manufactures tchèques.

Sur le *Slovenija*, 200 ▶ mitrailleuses, 1 500 P.A., 4 000 mausers, 1 000 P.M. et 2 millions de cartouches. En tout, 148 tonnes d'armes. Le Lloyd's, consulté par les services français, indiquait qu'à l'escale de Casablanca le bateau aurait 200 t de fret!

Le légionnaire... Enrico Lippi était assis face au chef du S.R. de la légion étrangère. On abordait le stade des confidences.

Après force recherches et une infinie discrétion, le « bureau » avait appris que Lippi avait, jadis, appartenu à une unité italienne stationnée au Fezzan. Capturé, interné dans un des camps de prisonniers de guerre du canal de Suez, il s'était, à sa libération, engagé à la légion. Bon légionnaire, bien noté au cours du séjour accompli en Indochine au 2e étranger.

Ces confidences furent passionnantes. « J'étais à Mourzouk, dit-il, un poste isolé du Fezzan à une centaine de kilomètres au sud de Sebha, la capitale et P.C. de notre régiment. Mon bataillon se composait de Siciliens n'ayant guère envie de se battre pour Mussolini.

» En janvier 1943, une patrouille anglaise montée sur quatre véhicules, surgissant du Sud, était venue prendre contact avec les officiers de l'unité. Nous n'y comprenions pas grand-chose.

» Trois jours avant l'arrivée des troupes françaises venant du Tchad, trois avions anglais, après avoir mitraillé les abords de l'aérodrome, s'étaient posés sur la piste. J'ignore les propos qu'ils échangèrent avec nos chefs. Mais, après le départ des avions, nos officiers nous donnèrent l'ordre d'enterrer la plus grosse partie de notre armement. Personnellement, je fis partie d'une équipe qui enterra une centaine de mitraillettes Beretta et de fusils Stati au pied d'un mur, sous cinquante centimètres de sable, à l'intérieur même du fortin de Mourzouk. D'autres équipes cachèrent des armes dans la palmeraie. Plus tard, en captivité, nos camarades me dirent qu'ils les avaient dissimulées dans de vieux puits asséchés, puis soigneusement comblés.

» Dans les camps du canal, nous étions parfois interrogés par des Anglais. L'un d'eux me dit un jour que ces armes étaient destinés aux Fezzanais pour mener la guérilla sur les arrières des Allemands. »

C'étaient là propos en l'air. Malgré la présence aux côtés des Anglais d'un corps auxiliaire libyen formé par l'émir Idris, réfugié au Caire depuis 1923, il ne semble pas que les tribus se soient alors soulevées. D'ailleurs, en 1943, les troupes de l'Axe se repliaient sur la Tunisie.


Keystone


Keystone


Keystone

Enrico Lippi fit un croquis aussi exact que ses souvenirs le lui permettaient de l'emplacement où les armes étaient dissimulées. Qu'étaient-elles devenues?

De toute évidence, la lutte contre les trafics d'armes exigeait une coordination étroite entre l'Algérie, la Tunisie et le Fezzan. L'Algérie relevait du ministère de l'Intérieur, les deux autres territoires du ministère des Affaires étrangères. Il fallut plusieurs mois — les réticences et les jalousies s'en mêlant — pour obtenir la création d'un organisme unique habilité à coordonner la lutte — renseignement et répression — sur l'ensemble des trois pays.

Ces armes mystérieuses !

La Sûreté nationale d'Algérie fut désignée.

En janvier 1950, le chef du S.D.E.C.E. à Alger, le commandant Nougaret, le commissaire Zanettacci, de la police judiciaire, et le chef du S.R. de la légion purent enfin s'envoler pour un périple d'information qui devait les conduire à Ouargla, Ghat, Sebha, Mourzouk et Tunis.

Au poste de Mourzouk, tenu, depuis peu d'ailleurs, par une section de la 4e compagnie saharienne de légion, on découvrira l'armement indiqué par Enrico Lippi. Dans la palmeraie, les recherches restèrent vaines. Les vieux puits, rouverts, étaient vides! Les habitants de l'oasis ignoraient tout...

Il faut bien dire que les autorités locales, partout, se montraient très réservées. Certes, on ne le niait pas, des armes circulaient, mais... toujours chez le voisin! C'est une antienne qu'on entendra plus tard bien souvent.

Le commandant du territoire du Fezzan avait d'ailleurs des soucis plus immédiats. Il recevait une commission de l'O.N.U. venue constater le désir des populations fezzanaises de rester sous le contrôle de la France. Or les notables rassemblés, bien que dûment conseillés, avaient, à l'unanimité, réclamé leur rattachement à la Libye!

Ils donnaient ainsi la mesure de leur sincérité.

Ces armes qu'on n'avait pas découvertes alors, on les retrouvera, cinq ans plus tard, en Algérie.

Mais l'aide étrangère dans l'affaire algérienne prit, à la fin de 1957 et au début de 1958, une allure inquiétante. Elle dépassait le cadre de la propagande, de l'appui moral.

Le 20 janvier 1958, le 2e bureau du commandement supérieur interarmées en Algérie écrivait : « Le congrès du Caire, tenu du 26 décembre au 1er janvier, a marqué l'officialisation des appuis donnés à la rébellion par les États du bloc soviétique et ceux du bloc afro-asiatique. La motion votée sur l'Algérie engage en effet ouvertement des complicités qui, jusqu'ici, se voulaient clandestines et morales. »

Objectif : 10 milliards par an !

Le congrès avait, en effet, « recommandé officiellement à ses adhérents de constituer des comités de libération de l'Algérie dans tous les pays », et adressé un appel général aux peuples d'Afrique et d'Asie « pour apporter toutes sortes de secours : argent, armes, médicaments, vivres, etc., au peuple algérien ».

En réalité, quelques nations arabes ou communistes n'avaient pas attendu les recommandations du congrès du Caire pour aider la rébellion. L'aide s'était accélérée et le 2e bureau — et il ne savait pas tout — avait pu établir le bilan suivant pour les derniers mois de 1957:

ÉGYPTE : L'Égypte a commencé à fournir une partie des 2 milliards de francs promis au F.L.N. Le colonel Sadek, venu lui-même plaider au Caire la cause des wilayas 4 et 6, est reparti avec 60 millions de livres égyptiennes;

SYRIE : La Syrie, sollicitée le 26 novembre 1957 par une délégation F.L.N., propose une aide substantielle sous forme d'emprunt : 300 millions de livres et la création d'une loterie au bénéfice du Croissant-Rouge algérien pour financer les achats d'armes;

LIBYE : La Libye, en octobre, toujours sous le couvert du Croissant-Rouge, a fourni 315 500 livres;

JORDANIE : Le 24 décembre 1957, une délégation conduite par Toufik El-Madani a obtenu la promesse d'un million de livres;

ARABIE SAOUDITE : Elle fournit 3 millions et demi de rials;

IRAK : 250 000 dinars;

PAKISTAN : 500 000 roupies, soit 36 millions de francs;

MAROC : 30 millions de francs.

La « collecte », dans les derniers mois de 1957, a donc produit approximativement 7 milliards d'anciens francs. Or, selon les propos tenus à Damas par l'un des chefs du F.L.N., celui-ci aurait besoin de 10 milliards par an. On n'est pas loin du compte.

La rébellion, on le voit, ne subsiste pas seulement grâce aux « cotisations volon-

les armes du monde dans l'arsenal algérien

taires et patriotiques » des travailleurs nord-africains en métropole.

Le lieutenant-colonel Fathi ed-Dib se charge toujours de renseigner rapidement le F.L.N. sur les intentions du gouvernement français. Le 23 novembre, il a désigné, pour ce faire, le lieutenant Alaoui Hafez. Pour les questions militaires — elles sont de plus en plus nombreuses —, le lieutenant Ahmed Kadafi fera la liaison.

Roupies et propagande !

En Egypte : Des parachutistes sont entraînés au camp d'Anchass, à 60 km du Caire; des « transmetteurs » sont formés au camp de Manchiet-el-Badry, près d'Héliopolis. Des « guérilleros » sont à l'instruction au camp d'Amrya, à 60 km à l'ouest d'Alexandrie. Depuis le 12 août, le commandant de la wilaya 3, Mohammedi Saïd, suit des cours de perfectionnement au Caire (il ne reviendra jamais en Kabylie, mais prendra, au Kef, en Tunisie, le commandement de l'état-major de l'Est). Cinq officiers et cinq sous-officiers égyptiens doivent venir encadrer les maquis (ils resteront en Tunisie). Quarante-sept jeunes Algériens sont admis sous de faux noms, à l'Ecole de l'air égyptienne, une trentaine à l'Ecole navale et seize à l'Ecole d'infanterie. Quelques hommes-grenouilles suivent un stage au Caire.

Tous les renseignements concordent, l'instruction porte sur l'armement soviétique et tchèque (qui n'a pas encore fait son apparition, ou très peu, en Algérie).

En Syrie : Quarante Algériens suivent des cours d'administration civile, affaires étrangères, etc. A Alep, on dégrossit cinq futurs pilotes sur *Mig*. Une vingtaine d'Algériens ont été admis au cours des transmissions de Maaret-el-Homan.

En Libye : Des camps d'instruction pour Algériens sont installés dans l'oasis de Marada, à El-Gemil, à Djemila, à Ouadi-el-Khouf. Ils groupent près de 2 000 stagiaires sous les ordres d'officiers libyens.

En Irak : Vingt-huit élèves ont été admis à l'Académie militaire.

Les armes fournies par les pays arabes proviennent de Syrie et d'Égypte. Elles transitent par la Libye et par la Tunisie, où elles sont transportées et livrées à l'A.L.N. par les camions de la Garde tunisienne.

L'Egypte a promis 50 000 armes et la Syrie 30 000, dont un certain nombre d'armes MAS 39, F.M. 24/29, mitrailleuses Hotchkiss, mortiers de 81, fournies par la France à l'armée syrienne dix ans plus tôt!

En janvier 1958, l'Egypte et la Syrie livreront au total 100 F.M. Brenn, 300 P.M. Beretta, 3 000 fusils 303, 20 000 fusils 7,92 (tchèques), 1 700 armes automatiques tchèques (M.G.), 150 bazookas, 60 mitrailleuses Vickers et 133 millions de cartouches. Une véritable unité de transport s'installe à Marsa-Matrouh pour assurer la navette entre l'Egypte, qui fournit, et la Tunisie, qui réceptionne.

Le Caire intensifie sa propagande radio antifrançaise et envoie dans les maquis — lire : en Tunisie — des journalistes égyptiens et étrangers chargés de témoigner de la bonne cause.

En janvier 1958, une mission égyptienne de propagande antifrançaise se rendra en Amérique du Sud.

Au Soudan s'ouvre un bureau F.L.N. Aux Indes, Guellal Chérif, le représentant du F.L.N., fait figure de diplomate. Son traitement (1 200 roupies par mois) est réglé par le parti du Congrès, qui lui fournit également des fonds de propagande. Un comité d'aide à l'Algérie groupe des dirigeants du parti du Congrès, du parti communiste et du parti socialiste progressiste.

Le F.L.N. prend ainsi figure de gouvernement.

Pays du bloc soviétique

Les Algériens qui, à un titre ou à un autre, se rendent dans les pays de l'Est sont munis de passeports syriens. Cet artifice ne trompe personne, pas même le



Holmès-Lebel

1



Documentation arabe

2



Mérodey CEDRI

3

1 - Livre syrienne : un cours sensible aux fluctuations de la politique.

2 - Dinar irakien : soutenu par les *royalties* des grandes sociétés pétrolières.

3 - Dinar tunisien : quelques difficultés dans les débuts de l'indépendance.

4 - Dinar jordanien : à la recherche de l'aide extérieure arabe et occidentale.

5 - Rial d'Arabie Saoudite : symbole de la richesse des sources d'or noir.

6 - Livre libyenne : une monnaie qui n'avait pas encore trouvé sa stabilité.

7 - Livre égyptienne : des ambitions grâce aux injections de dollars et de roubles.

8 - Roupie pakistanaise : un cours qui se maintient dans une économie très pauvre.

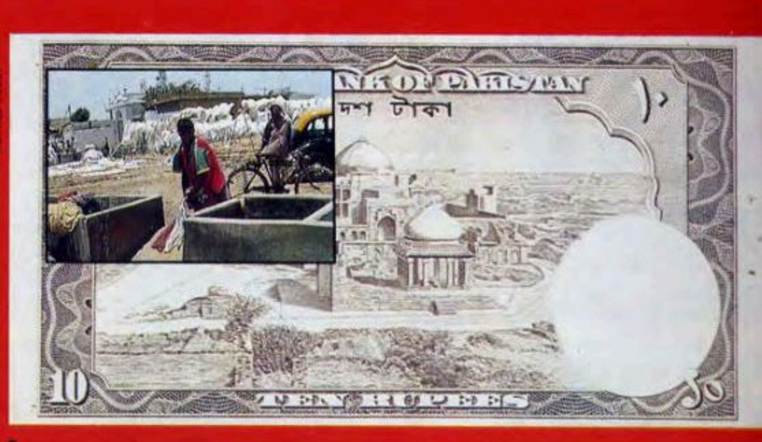
9 - Dirham marocain : les grandes puissances occidentales à la rescousse.


4

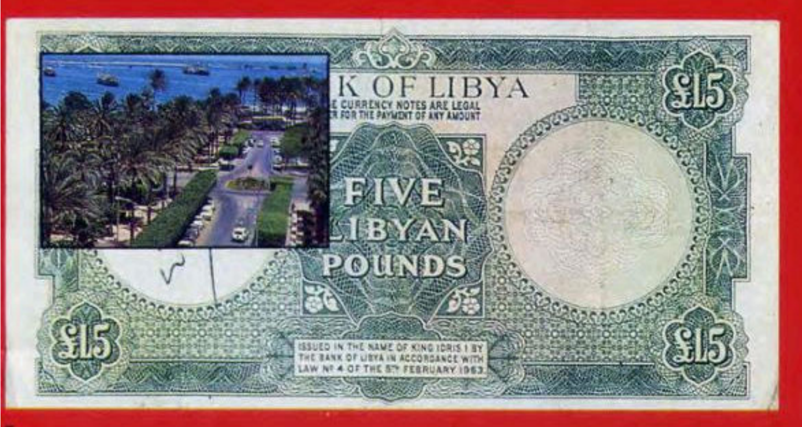

7

Documentation arabe

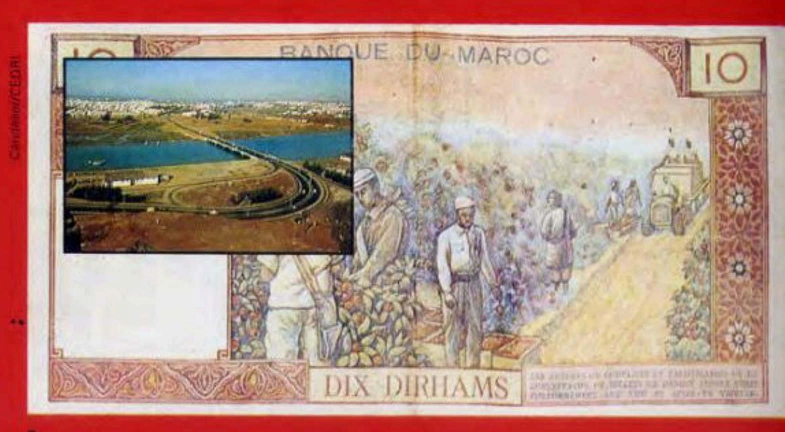

5



8



6



9

Société générale Alain Brry

Quai d'Orsay, mais ainsi sont ménagées les apparences de la neutralité.

Dans les relations entre le F.L.N. et les Etats du bloc soviétique, la discrétion est de règle, le F.L.N. craignant d'effaroucher les Américains et même la bourgeoisie musulmane dont il a tant besoin.

Bien entendu, le comité central du parti communiste soviétique cherche à remettre en selle le parti communiste algérien et lui a prescrit, en octobre 1957, de participer à la formation éventuelle d'un gouvernement en exil, car il sait déjà que le F.L.N. en a formé le projet.

En décembre 1957, les trois partis communistes nord-africains se sont réunis derrière le rideau de fer. Par sa « section de documentation et de propagande pour l'Afrique du Nord », le P.C. italien s'efforce de réintroduire le communisme sur l'échiquier politique du Maghreb. Le parti communiste français — ses électeurs laissant leur vie en Algérie — paraît hors du circuit; en réalité, une liaison très étroite s'est établie sur ce sujet entre les P.C. italien et français par l'intermédiaire d'un docteur M..., établi à Nice, et du député communiste Portalet.

L'appui du bloc soviétique n'est pas seulement politique et moral.

L'U.R.S.S. a accepté une dizaine de stagiaires algériens dans une école d'aviation. La Pologne, l'Allemagne de l'Est, la Roumanie, la Bulgarie ont ouvert leurs écoles militaires — et leurs écoles politico-administratives — à des stagiaires algériens.

Au 1er janvier 1958, on en compte 300 et leur nombre doit aller croissant. Mais surtout, le bloc soviétique fournira l'armement.

On a fait avec les trafics d'armes en faveur du F.L.N. d'assez beaux romans d'espionnage, mais en réalité, le principal de l'armement de la rébellion proviendra du bloc soviétique, soit par l'intermédiaire de l'Egypte et de la Syrie, soit directement : point n'était besoin de manteaux couleur de muraille.

Les armes étaient expédiées — l'U.R.S.S. ne tenant pas à paraître — par le *Levo Narodny Obrany*, (ministère de la Défense nationale tchèque.) H

Général JACQUIN (C.R.)

CONSTRUIRE LA LIGNE MORICE : UN TRAVAIL DE ROMAINS...



Camus/Paris-Match

Le barrage ! Pour ceux qui doivent le franchir, une course d'obstacles et, au bout, souvent, la mort. Deux très solides épaisseurs de réseau barbelé normal, précédées l'une et l'autre de champs de mines et « protégeant » en quelque sorte la ligne centrale, la haie électrifiée, constituée par dix rangs de barbelés où couraient les volts, soutenus par des poteaux.

La main-d'œuvre civile encore sur place va être « recrutée » pour travailler à la construction du barrage. Pour la plupart, ils ont des cousins ou des frères en face et on peut même se demander si les complicités ne jouent pas. Les sapeurs du génie vont travailler au barrage dans un climat d'alerte permanente, le fusil prêt à intervenir et l'œil aux aguets.



Bellée

Face à l'Algérie, le « bec de canard », en Tunisie, parallèle à la zone française, qui allait de Souk-Ahras à La Calle. Le « bec de canard » est une « pépinière fellouze », comme l'appelaient les militaires du coin. C'est là, à Ghardimaou, que l'état-major de l'A.L.N. fixera ses quartiers et que le colonel Boumediene verra monter son étoile.

La ligne Morice, près de Lamy. On voit très bien le système de réseaux protecteurs et la ligne centrale, chargée à haute tension. Il avait fallu une extraordinaire constance pour édifier sur des kilomètres et des kilomètres, la « ligne », contre les vents et les pluies diluviennes qui, souvent, emportaient, à l'aube, ce qui avait été installé la veille.

C'EST au début de juillet 1957 que le bataillon du génie auquel j'appartenais reçut l'ordre de regrouper ses compagnies et sections, alors éparpillées dans le Constantinois, et d'aller s'installer à proximité de la frontière algéro-tunisienne, entre Souk-Ahras et Tébessa.

D'explications, point; de délai non plus. C'est ainsi que la compagnie dont je relevais se retrouva, un soir, campant sur le terrain de sport (?) de Montesquieu, sans tentes ni abris, et sans trop savoir pourquoi ni pour combien de temps.

Peu importait : en cet été brûlant, les nuits étaient douces, et je n'oublierai jamais cette veillée aux étoiles, incroyablement paisible, troublée seulement par le ronflement des hommes, pour la plupart revenus fourbus de leurs précédentes missions.

On sut pourtant bien vite de quoi il s'agissait : dès le lendemain, le commandant convoqua ses officiers, chefs de section compris, et nous expliqua que nous aurions à participer à la construction d'un barrage électrifié destiné à empêcher les rebelles de franchir la frontière dans un sens ou dans l'autre. Chaque compagnie aurait l'entière responsabilité d'une certaine longueur de barrage (quinze à vingt kilomètres) et pourrait recruter de la main-d'œuvre civile sur place, payée à la semaine. Enfin, nous devrions faire très vite, non seulement en application des instructions données par le haut commandement, mais parce que les pluies d'automne, en gonflant les oueds et en ravinant les sols, rendraient en pratique le travail impossible. Je dois avouer qu'en examinant les plans et dossiers du projet de barrage, nous éprouvâmes un certain scepticisme, dans lequel les premières reconnaissances de terrain ne purent que nous confirmer.

L'aide de Montesquieu

Un barrage, quel qu'il soit, pouvant toujours être franchi, ce qui importe, c'est d'être informé du franchissement dès qu'il se produit, afin d'intervenir aussitôt et de « cueillir » l'ennemi au sortir de sa course d'obstacles. Cette idée, certes, était sédui-



Darchy



Gelineau

sante et conduisait à une solution astucieuse : le « barrage électrifié » devait, en fait, être constitué par deux épaisseurs de réseau barbelé « neutre », éventuellement flanquées d'un champ de mines, enserrant une haie électrifiée composée d'une dizaine de rangées de fil de fer barbelé fixées par des plaquettes à des poteaux scellés dans le sol. Les rebelles devant nécessairement rompre cette haie électrifiée pour passer, ils signaleraient du même coup leur présence à des postes relais aussi proches que possible les uns des autres : le temps de traverser ensuite le réseau barbelé et parfois le champ de mines, ils seraient surpris par les forces de l'ordre et anéantis.

Mais dans la réalité, comment empêcher des sabotages systématiques? Comment éviter que les oueds, les ravines, les zones rocheuses ne soient autant de points où le barrage, faute de « coller » suffisamment au sol, pourrait être franchi par-dessous? Comment croire que de minces plaquettes fixées à des poteaux de bois résisteraient aux intempéries? La liste des questions que nous nous posions était longue et défiait notre bon sens.

Il fallait pourtant agir, exécuter les ordres et réussir. Et comment réussir, sinon en reprenant ce défi à notre compte?

Alors s'engagea une sorte de course contre la montre et de combat avec la nature. Nous avions trois mois pour faire ce qui manifestement en demandait six? Nous terminerions en deux mois! Le barrage serait une passoire? Nous en boucherions tous les trous! Il serait fragile? Nous le bâtirions pour vingt ans!

Très vite, cette rage de réussir mêlée à un esprit de compétition exacerbé, gagna non seulement tous les sapeurs, mais les ouvriers que nous avions recrutés.

Ah! ces ouvriers arabes! Nous en eûmes jusqu'à cinq cents, maigres, loqueteux, volubiles, des jeunes, des vieux, arrivant en foule le matin on se demandait d'où, car Montesquieu est une minuscule bourgade et à perte de vue, ce ne sont que terres ingrates, espaces dénudés et immensités désertes. Ils apportaient leur pitance de midi : le plus souvent un demi-poivron baigné d'huile et une part de galette aux dimensions d'une assiette à dessert. Ce fut pour les bidasses, volontiers mécontents de l'ordinaire, une stupéfiante surprise. Nous avions pourtant déjà vu, parfois, des enfants ramasser ce que nous jetions de nos gamelles ou boîtes de ration, mais c'était au hasard d'une opération, en cours de déplacement; c'était en quelque sorte un accident. Là, il s'agissait du repas quotidien de gens comme vous et moi.

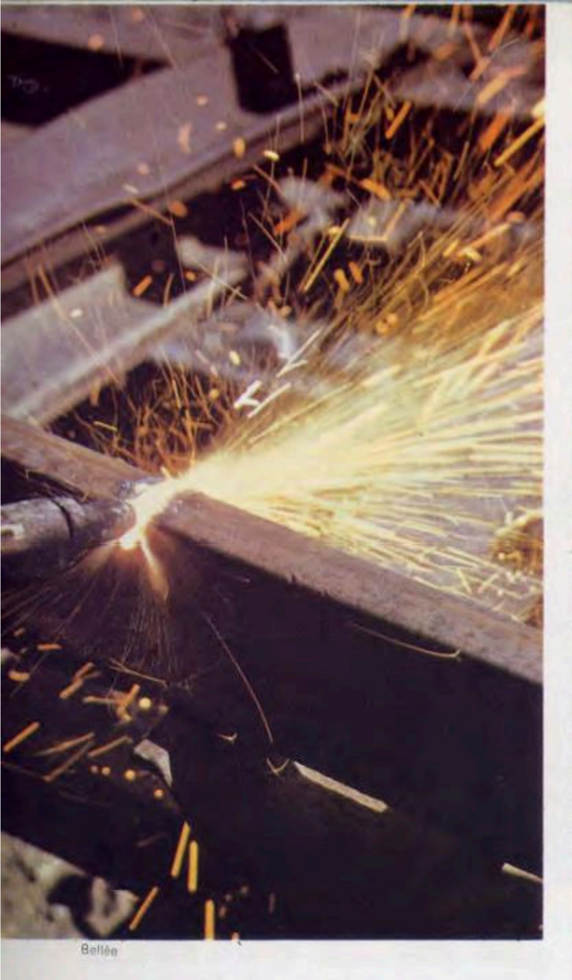
On les parquait le matin devant l'énorme bâtiment de ferme où nous nous étions bientôt installés après l'avoir réquisitionné à une espèce de gros cultivateur indigène, roi local du blé dur et autres céréales.

Encore et toujours plus vite que les autres...

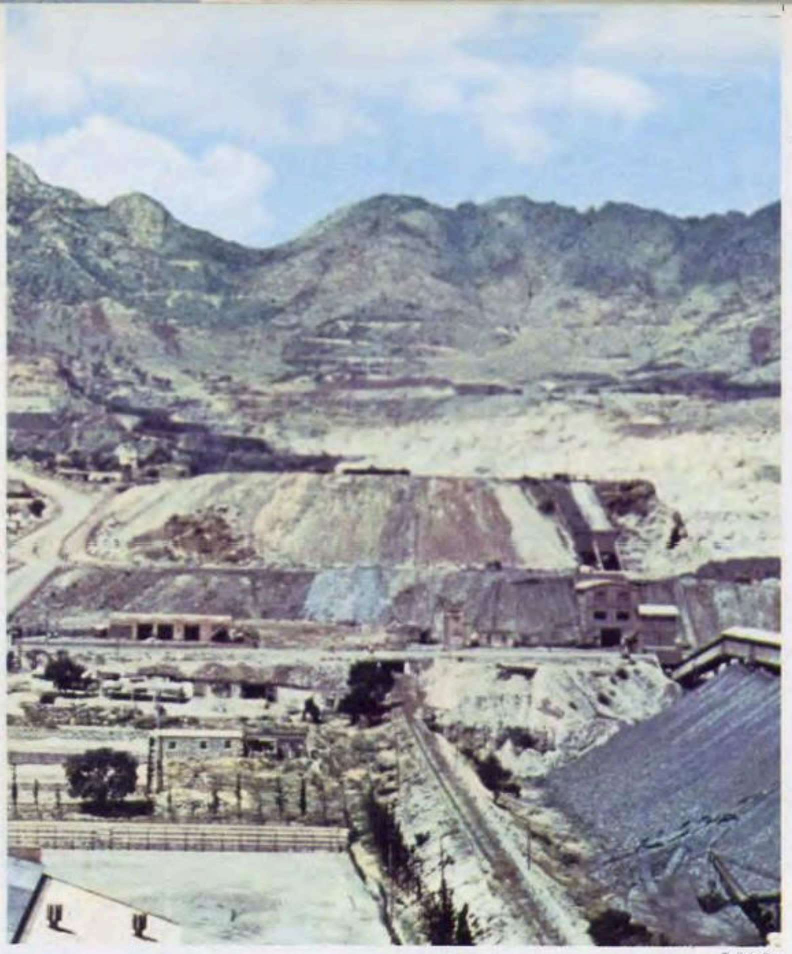
Au coup de sifflet, les ouvriers — répartis en équipes — se ruaient dans les camions, chacun sachant fort bien reconnaître « son » GMC à la tête du chauffeur nonchalamment appuyé à la portière. Parfois, certains ouvriers, sans doute peu satisfaits du travail qui leur était demandé ou bien tentés de suivre un chef d'équipe réputé moins sévère, essayaient de se glisser dans un autre camion. Ils en étaient aussitôt rejetés comme des intrus. Si l'agitation devenait trop grande, le chauffeur levait tranquillement la benne, et tout le monde se retrouvait par terre. Mais tout cela dans les rires et sans jamais tourner à l'aigre.

Comme il faisait dans la journée une chaleur épouvantable, nous commencions le travail à l'aube, c'est-à-dire vers 5 heures, mangions un casse-croûte sur le tas en fin de matinée et rentrions au village vers 14, 15 ou 16 heures, selon les nécessités du moment.

Le travail était réparti par sections et, à l'intérieur des sections, par équipes civiles encadrées par un ou plusieurs sapeurs. Une section était chargée des approvisionnements (barbelés, piquets, poteaux, ciment, etc.), une seconde de la pose des piquets et de la confection des trous où enfoncer et sceller les poteaux, une troisième de la mise en place des barbelés. Bien entendu, cette répartition des tâches variait en fait assez souvent, mais le thème ▶



Bellée



Tallandier

◀ Aux confins algériens, près de la frontière tunisienne, les mines de fer d'Ouenza-Bou-Khadra, dont le minerai est riche (50 à 60 %). Un mineur coupe un rail au chalumeau. Un jour, si l'ouvrier passe au maquis, ce même geste servira l'action terroriste.

Une route longe la ▶ ligne électrifiée pour un va-et-vient permanent de véhicules en alerte, tous projecteurs braqués, la nuit, sur le réseau. On appellera ça la « herse ». Par analogie avec l'ouvrage militaire, mais aussi avec les éclairages placés dans les cintres de théâtre.

la tâche des sapeurs, obscure et inlassable, ressemblait souvent à celle de Pénélope...

le jeu si j'ose dire, était toujours le même : il s'agissait d'aller plus vite que les autres équipes ou sections et de pouvoir moquer ces fainéants qui — en amont ou en aval — n'étaient pas prêts quand soi-même on avait fait le nécessaire.

Alerte permanente

En fait, l'organisation d'un tel chantier — étendu sur près de vingt kilomètres — était une chose fort délicate, car la moindre rupture d'approvisionnement, le plus léger retard d'une équipe, provoquait un ralentissement ou même un arrêt de toute la chaîne. Or nous nous heurtions à des difficultés parfois considérables et souvent imprévisibles : camions en panne, gants et pinces à barbelés en nombre insuffisant, sols extrêmement variés où tantôt les piquets s'engloutissaient mollement sans jamais tenir, tantôt il fallait, pour les planter, percer des trous au marteau-piqueur. Nos ouvriers ignoraient totalement l'usage de la plupart des outils et il fallut même apprendre à certains la façon de manier une brouette. Mais tout cela se passait dans une ambiance à la fois fébrile et bon enfant, où les incidents étaient rares et le travail considéré comme un sport, voire comme un plaisir.

Les moins heureux étaient les sapeurs affectés à la protection des chantiers : sentinelles condamnées à rôtir au soleil, trop souvent convaincues de ne servir à rien, furieuses d'être « hors jeu », il fallut bientôt établir un tour de corvée de protection pour les désigner.

A la vérité, ce que nous redoutions, c'était beaucoup moins une attaque des rebelles qu'un soulèvement de nos ouvriers. Il faut en effet comprendre que, sur ces hauts plateaux désertiques, trois ou quatre sapeurs pouvaient se trouver isolés à plusieurs kilomètres au milieu de cinquante musulmans, avec le risque réel d'être assaillis à coups de pelle et de pioche. Le F.L.N., en effet, manquait d'armes et celles que nous portions étaient comme un défi à sa convoitise; or les complicités ne pouvaient évidemment lui manquer dans nos équipes, qui d'ailleurs lui payaient sans doute une dîme sur leurs salaires. C'est pourquoi nous avions mis en place un système d'inspection et de surveillance mobile (par jeep) tel qu'aucun groupe ne restait seul plus d'une demi-heure.

Heureusement, les rebelles commirent la faute de venir plusieurs fois la nuit tirer sur notre cantonnement, ce qui eut pour effet d'entretenir parmi les hommes un sentiment de prudence qui, autrement, se fût rapidement et dangereusement dilué.

Mais en fin de compte, les dangers les plus réels résultaient du chantier lui-même. On imagine mal, en effet, à quel point le maniement du fil de fer barbelé est difficile et combien les blessures causées par les ardillons sont profondes et s'infectent aisément. Certains travaux étaient, en outre, par eux-mêmes assez périlleux. Ainsi de l'étirement des fils barbelés destinés à la haie électrifiée : il fallait en effet enlever toute élasticité à ces fils. Pour parvenir à ce résultat, j'avais inventé d'attacher chaque extrémité d'une bobine aux pare-chocs de deux GMC. En s'éloignant l'un de l'autre, les camions tendaient le fil de fer, mais il fallait arrêter la manœuvre à temps, sinon ce dernier se rompait et c'est un câble d'acier barbelé de dix ou vingt mètres qui fouettait l'air au risque d'arracher la tête aux imprudents.

L'âne sur les « encriers » !

Délicate également était la mise en place des petites mines indétectables dites « encriers », engins antipersonnel de faible puissance mais capables d'enlever une jambe à ceux qui mettraient le pied dessus. En fait, cela faillit tourner à la catastrophe à la première pluie diluvienne qui tomba, une nuit, au début de septembre. Le lendemain matin, en effet, nous découvrîmes avec horreur que le ruissellement des eaux avait déplacé les mines, les faisant parfois passer d'un côté à l'autre du barrage et les abandonnant sur les pistes d'accès et de surveillance. Il fallut donc les récupérer. Mais allez donc retrouver des mines noyées dans la boue, quand précisément elles sont indétectables! C'est pourtant ce que nous fîmes, et nous avons bien failli alors être victimes de nos propres machinations...

J.B. Ferracci

Je me rappelle à ce propos une scène très significative de l'état d'esprit qu'on acquiert dans ce genre de circonstances. Un matin, passant devant une zone où nous avions travaillé la veille, nous vîmes de loin des lambeaux rougeâtres parmi les barbelés. Les hommes, braves types s'il en fut et aussi peu sanguinaires que possible, se précipitèrent pourtant, le cœur battant, persuadés que c'étaient nos premiers fellaghas « piégés ». Le plus rapide arriva tout près des débris et poussa alors ce cri de désillusion : « M...! ce n'est qu'un âne! » Un âne s'était, en effet, aventuré là et il avait sauté sur nos « encriers ». La déception qui se peignit sur tous les visages me fait encore sourire.

Dans l'après-midi, épuisés par la chaleur, la poussière et l'effort physique, on rentrait au cantonnement pour y manger rapidement et dormir jusqu'à la fraîcheur. Puis, le soir, à l'heure blanc et bleu, quand le soleil est couché mais qu'il fait encore jour, beaucoup allaient boire l'anisette au café maure, rapportant du village des œufs ou d'énormes portions de couscous. Enfin, c'était le souper et la veillée, car les couche-tôt étaient peu nombreux : lecture, courrier personnel, toilette, blanchissage, l'extinction des feux n'intervenait pas avant minuit.

En septembre tombèrent, je l'ai dit, les premières pluies, diluviennes comme toujours dans cette contrée. Les oueds en crue emportèrent quelques pans du barrage, les inondations déchaussèrent des centaines de piquets. Il fallut réparer, consolider; on marchait dans l'eau, on nageait dans la boue; mais ce fut un triomphe : aux secondes cataractes, rien ne céda. Pendant les dernières semaines, les spécialistes avaient monté une station électrique relais sur le terrain où nous avions campé le premier soir; les paris avaient été tenus, les délais respectés; il ne restait plus qu'à apporter quelques retouches, compléter quelques installations : les premiers essais allaient bientôt pouvoir être effectués.

C'est alors qu'avec ma section je fus envoyé beaucoup plus au sud et pour d'autres affaires, et c'est ainsi que, à notre déception, nous n'avons jamais pu voir fonctionner « notre » barrage. H

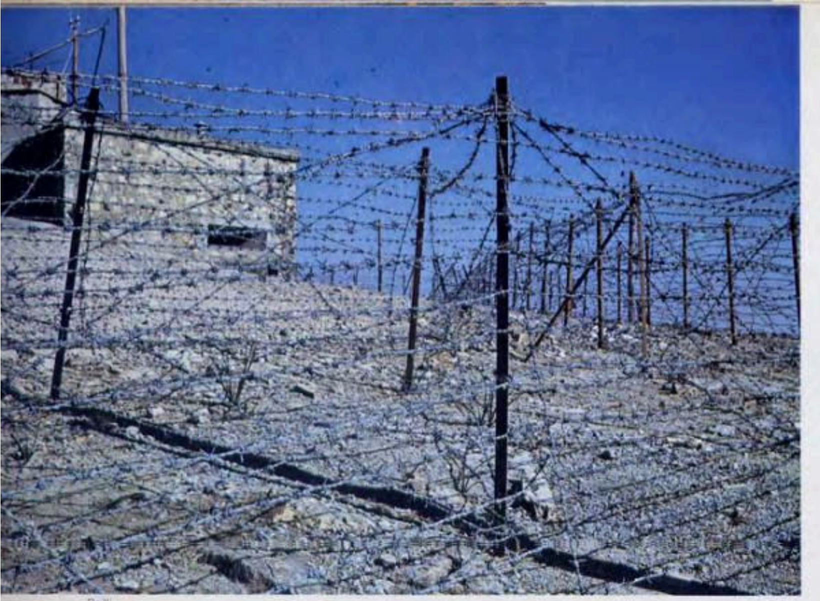
Mario BENARD

Associated Press



La présence du barrage entraînera, dans les écoles militaires ouvertes aux recrues du F.L.N. *(sur notre photo, Le Caire)*, une préparation particulière, pour le franchissement sans encombre de la ligne électrifiée. ▶

CACHES: LA

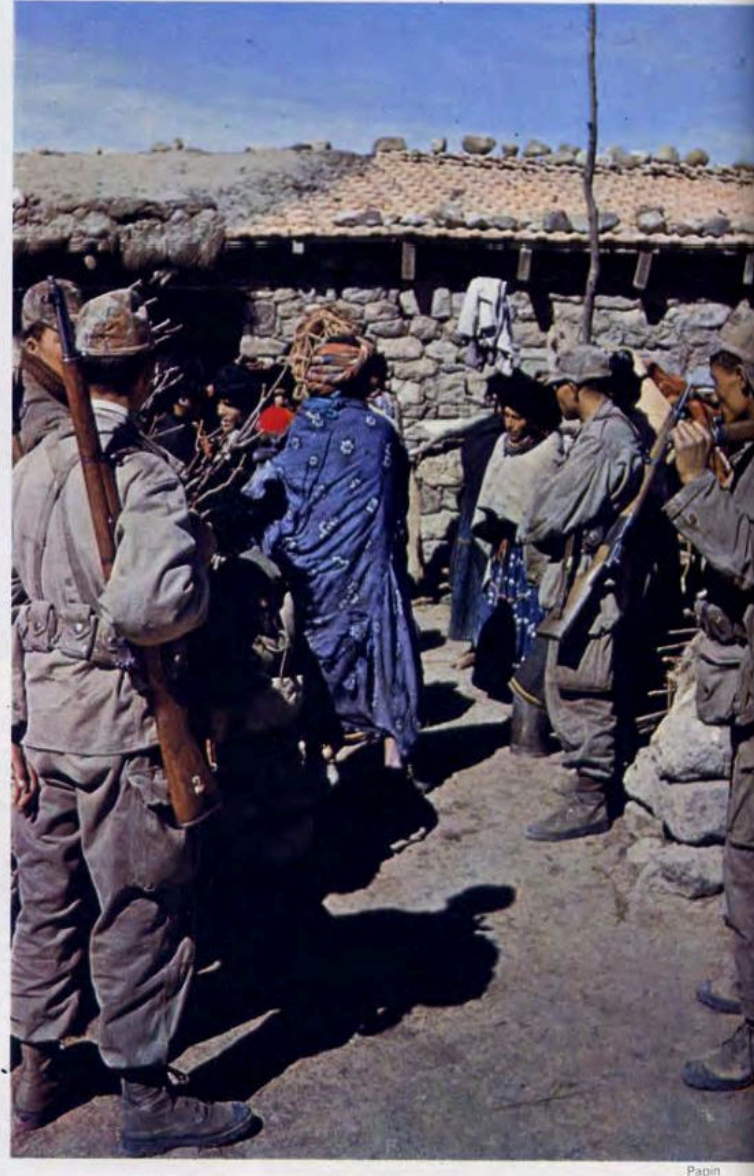


Polli

▲ Cette barrière de fils de fer, apparemment fragile, sera notre arme la plus redoutable contre les sanctuaires F.L.N. de Tunisie. Bilans éloquents. En sept mois, l'A.L.N. perdra 6 000 hommes, 4 000 armes individuelles, 300 armes automatiques, à la frontière tunisienne et à la frontière marocaine.

UN des premiers problèmes posés aux combattants de l'A.L.N. avait été celui des caches pour eux-mêmes, leurs armes et leur ravitaillement. En effet, dans les régions dépourvues de végétation nous ne pouvions espérer toujours glisser entre les mailles des filets tendus par nos adversaires. Il fallait donc prévoir des refuges bien camouflés et indécelables. De même, nous devions prévoir des dépôts de munitions et de vivres bien répartis dans notre zone de guérilla car nos moyens de transport furent toujours réduits à leur plus simple expression. Pas de véhicules, bien sûr, des mulets dans les débuts et le portage à dos d'homme jusqu'à la fin de la guerre.

Jusqu'au milieu de l'année 1956, nous avions pu vivre chez l'habitant. Les douars offraient un asile d'une sécurité presque totale et nous avions encore une grande liberté de déplacement. Mais, de mois en mois, les garnisons françaises se renforçaient et il était sage d'envisager une guerre longue en se préparant à l'affronter. Fort heureusement, la lenteur de la mise en place du dispositif militaire nous laissa le temps de construire un véritable réseau de caches et d'y entreposer des réserves.



Papin

Dans l'arrière-pays, ▶ la surveillance de l'armée pèse sur les mechtas où ceux qui passent la ligne électrifiée pourraient se réfugier. Ici, ce sont des harkis, au cours d'un bouclage pour une opération de fouille. Mais il arrive que des caches propices « planquent » les maquisards.

Les techniques des montagnards et leurs conseils furent extrêmement précieux. Il s'agissait de choisir un emplacement bien abrité et sans risque d'inondation et d'y creuser un trou en forme de jarre d'environ deux mètres de profondeur avec une ouverture d'une soixantaine de centimètres de diamètre. Ensuite de quoi, cette cavité était revêtue de terre glaise qu'un feu de bois transformait en revêtement imperméable. L'orifice était alors fermé par un disque de liège que dissimulait une mince couche de terre, de cailloux ou de broussailles.

Ce type de cache permettait de stocker, dans les meilleures conditions, du blé, de la semoule, de l'orge et des légumes secs. La conservation était si parfaite qu'il nous est arrivé de retrouver, cinq ans après, les denrées absolument intactes. Quant aux jarres d'huile, il suffisait de les enfouir directement dans la terre après avoir noté les repères qui permettraient de les retrouver.

Si, dans les plaines, l'installation de ces caches était une nécessité, il n'en fut pas

Marguerite Sy

◀ Les barrages sont édifiés et les grands axes contrôlés dans l'arrière-zone des frontières. Dans l'Aurès, sur la route d'Arris à Ichmoul, on guette. Soumises à ce régime de contrôle et de poursuite, les katibas finiront par se terrer dans les djebels.

GUERRE EN SOUS-SOL

Cachabia de laine ▶ brune et casquette verte, leurs armes en batterie, ce sont les *djounoud* à l'affût. On pourrait – couvre-chef mis à part – les prendre pour des goumiers, troupes régulières. C'est vers la fin de l'année 1957 que l'A.L.N. est au plus haut de sa trajectoire. Entre 35 000 et 50 000 réguliers bien équipés et une infrastructure clandestine d'une centaine de milliers de civils. Les frontières sont encore tout à fait perméables et les caravanes d'armes font leur chemin sans trop de mal. Il devient indispensable de verrouiller les frontières. Cette ligne Morice qui rencontra, à l'heure du projet, quelque scepticisme, y compris chez certains militaires, va finalement faire la preuve de son efficacité avec des bilans ahurissants et donner un coup de frein définitif à l'infiltration des hommes et des armements.



Flament

de même dans les régions boisées. Certes, en application de la politique de la « terre brûlée », les avions déversaient leurs bombes au napalm, incendiant fréquemment des gourbis. Mais, pour spectaculaires qu'aient été ces attaques, elles ne furent jamais catastrophiques et nos pertes en matériel ou en ravitaillement restèrent minimes.

Dans les zones montagneuses, nous avions la ressource de grottes naturelles offrant un abri très sûr aux hommes et aux dépôts de vivres. La plupart de ces grottes étaient inexplorées, connues seulement de quelques bergers qui nous en révélaient les accès et les méandres. Pourtant, il est arrivé qu'au cours de leurs opérations dans les djebels les troupes françaises découvrent une entrée, soit par hasard, soit par renseignement. Elles en entreprenaient alors le blocus, tentaient d'enfumer les occupants ou, tout simplement, l'obstruaient. Mais il y avait bien souvent une sortie permettant de s'échapper. En une circonstance dramatique, les emmurés réussirent à se frayer un passage à l'air libre dans une mince paroi naturelle miraculeusement découverte par leur guide.

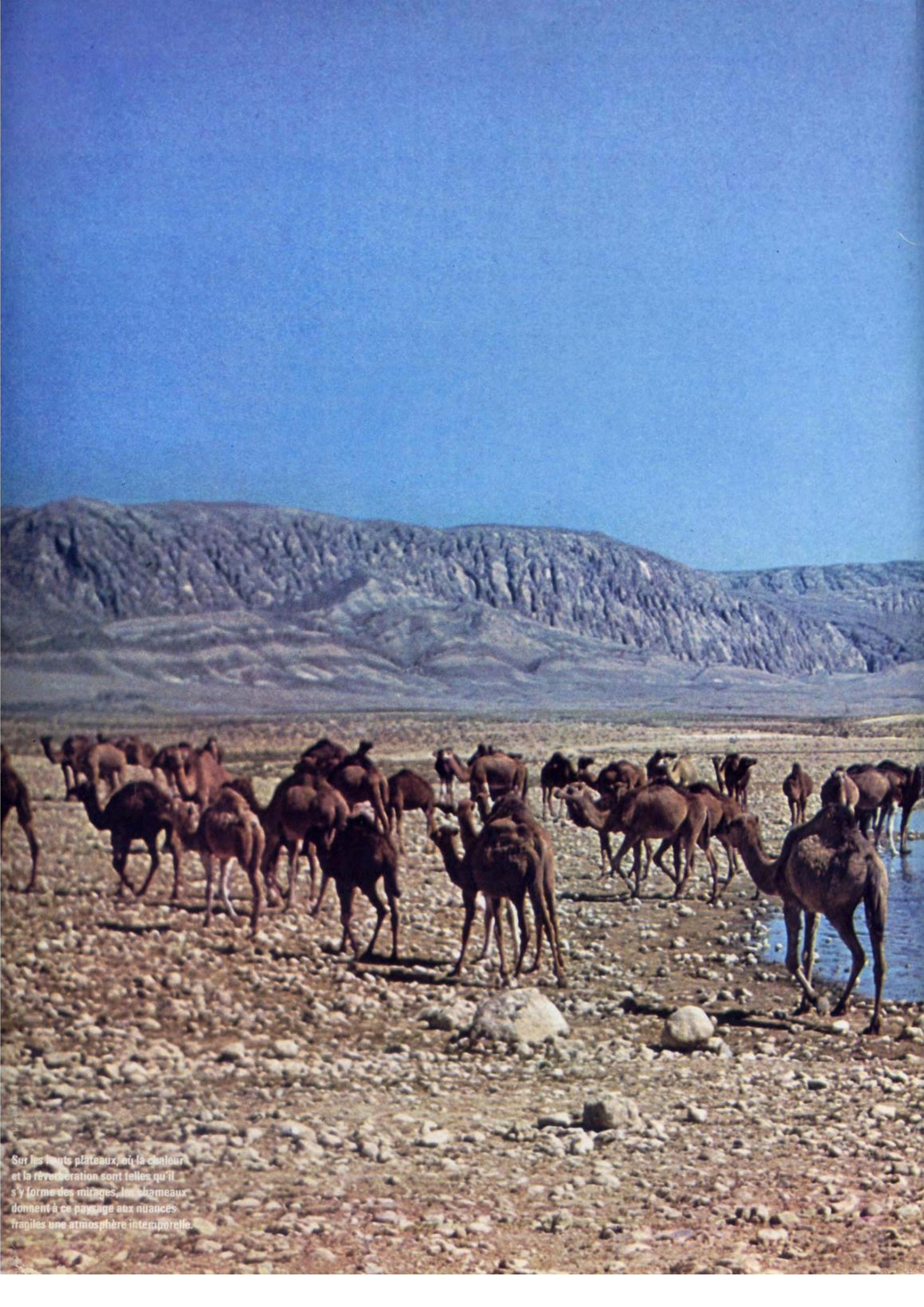
Nos petits chefs-d'œuvre

Nous avions parmi nous des anciens d'Indochine qui évoquaient l'ingéniosité des maquisards vietnamiens. Toutefois, leur expérience ne nous fut pas d'un grand secours car la jungle offre à elle seule une protection sans égale et le terrain indochinois est véritablement l'allié des guérilleros. En outre, l'armée de libération vietnamienne était assez nombreuse pour entreprendre, avec l'aide de la population, le creusement de vastes souterrains ou le transport de matériel lourd sur de longues distances. En ce qui nous concerne, avec des effectifs très réduits et une aide extérieure très limitée, tout reposait sur notre capacité d'adaptation et sur l'utilisation maximum de nos possibilités.

Ainsi, pour ma part, je n'ai vu qu'une seule cache aménagée sur le bord d'un oued selon une méthode utilisée fréquemment au Vietnam. Mais nous réalisâmes néanmoins quelques petits chefs-d'œuvre tant par leur emplacement que par leur agencement. Que nos adversaires n'aient pu les découvrir malgré des recherches méticuleuses est une preuve de l'ingéniosité de leur conception.

Je me trouvais, en 1957, dans la région de Saint-Arnaud, entre Sétif et Constantine et à proximité de cette ville. Avec un responsable de mechta, je discutais de l'acheminement d'un convoi de millet

(suite page 1288)



Sur les hauts plateaux, où la chaleur et la réverbération sont telles qu'il s'y forme des mirages, les chameaux donnent à ce paysage aux nuances fragiles une atmosphère intemporelle.



quand les sentiers de la guerre passent par les kanouns et les marmites...

(suite de la page 1285)

destiné à nos camarades. Tout à coup, ce fut la surprise. Une unité de soldats français en opération de contrôle encercla le village. Toutes les voies de repli étant fermées, nous nous crûmes perdus. Mais, sans un mot, la maîtresse de maison nous fit un signe. Rapidement, elle retira sa marmite de l'âtre, puis une bassine servant de *kanoun* (1). Une ouverture apparut. Nous nous y glissâmes, découvrant une cache spacieuse. Notre hôtesse avait remis en place le foyer et la marmite quand les soldats firent irruption. Nous entendions leurs pas au-dessus de nos têtes pendant qu'ils fouillaient les coins et recoins de la maison. Comment auraient-ils pu imaginer que le feu de l'âtre dissimulait notre refuge ?

La Casbah d'Alger : le meilleur asile

Dans des villes comme Alger ou Constantine, il était facile d'échapper aux recherches. La Casbah notamment fut toujours un asile offrant les meilleures garanties de sécurité. Certes, le quadrillage des quartiers et le numérotage des maisons avaient contraint nos organisations à plus de prudence. Mais, jusqu'au cessez-le-feu, des responsables ont pu y séjourner parfois et y circuler sans trop de risques. D'ailleurs, dès qu'un combattant des maquis entrait dans une grande ville il était immédiatement pris en charge et, quel que fût son grade, placé sous l'autorité des chefs de l'organisation urbaine.

Notre sécurité était également assurée assez efficacement dans les douars et même dans les centres de regroupement placés sous le contrôle étroit de l'armée française.

Toutefois, de plus grandes précautions étaient indispensables car l'adversaire disposait de réseaux d'informateurs vigilants et les possibilités de caches n'étaient pas infinies.

Une de nos grandes préoccupations devint le ravitaillement des maquis. Les transports d'une certaine importance étaient très vulnérables aux opérations de contrôle et dans certaines régions, nos dépôts clandestins pouvaient difficilement être renouvelés. En outre, si bien dissi-

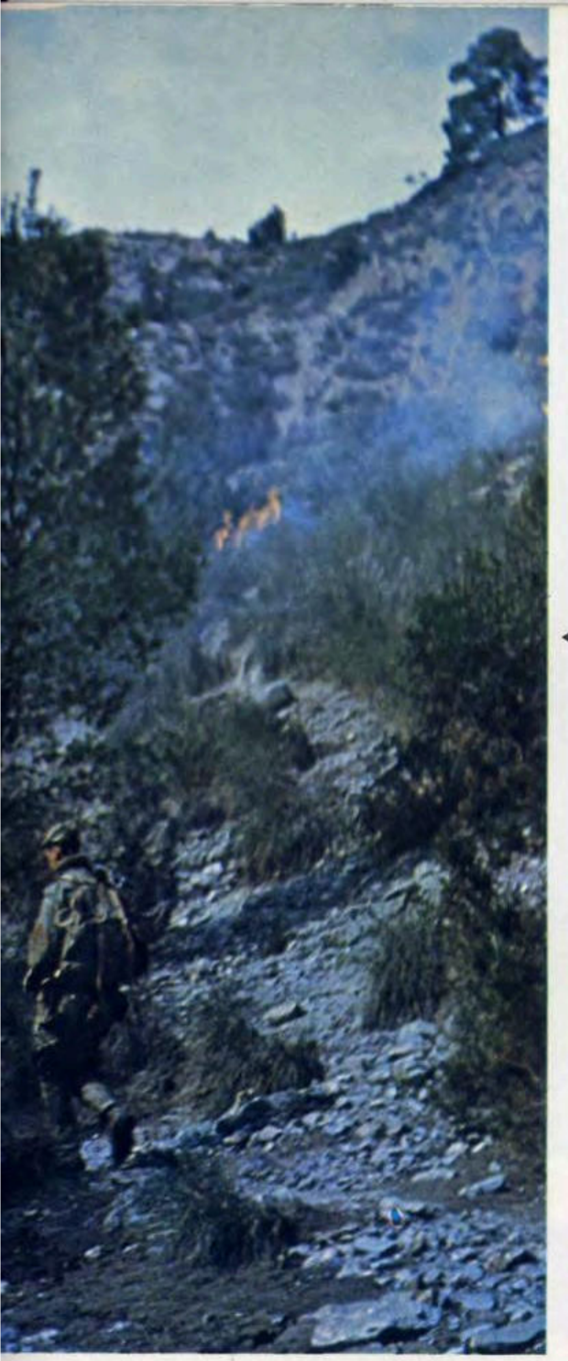
(1) Foyer rudimentaire, souvent en terre cuite, comportant trois points d'appui pour les marmites.

Tremsal

J.-C. Archambault



◀ **Dans la détection des caches, les harkis étaient les plus redoutables dépisteurs, ceux que les *moudjahidin* entendaient arriver avec angoisse. Comme eux, les harkis connaissaient parfaitement le terrain.**



Autre tactique, ▶ les grottes. L'Algérie est un « véritable gruyère ». Déjà, au temps de la conquête, les hommes d'Abd el-Kader les utilisaient comme solution de repli ou tour de guet. L'Histoire recommence.



◀ Comment relever la trace de ces *djounoud* souvent même après le plus rigoureux des ratissages ? Ils se coulent dans des caches sur lesquelles une patrouille peut marcher sans les découvrir. Un style de guerre.

Gaildraud



Leur sortie parfois ▶ dissimulée par des branchages, les grottes percent les éperons calcaires de l'Aurès et du Hodna, où la guerre qui se livrera mettra au premier plan les artificiers et les acrobates !

J.-C. Archambault

mulées qu'elles fussent, toutes les caches n'étaient pas inviolables...

Nous avions pris toutes les mesures possibles pour que le secret fût préservé. Ainsi, chaque cache était affectée à un groupe de deux hommes qui, sauf nécessité absolue, ne devait jamais indiquer sa cache à un autre groupe. Cette précaution visait à empêcher qu'un prisonnier ne fût en mesure de révéler les emplacements des caches de ses camarades. Elle fut adoptée après que certaines unités françaises eurent eu recours à des spécialistes des interrogatoires « poussés », y compris avec l'aide de dynamos de campagne, pour obtenir les aveux des captifs réticents. Cette question de la torture a repris une certaine actualité aujourd'hui. Or si, sur le plan humain, une telle pratique est odieuse et condamnable, on doit reconnaître qu'elle permettait une exploitation rapide du renseignement. Qui veut la fin veut les moyens et la morale courante n'est pas applicable dans la guerre, moins encore dans ce type de guerre que l'on nomme « révolutionnaire » ou « subversive ». D'ailleurs, nous connaissions ces risques, nous y étions tous préparés. Ne sachant à l'avance comment chacun se comporterait dans l'épreuve — et ne condamnant pas ceux qui ne pourraient y résister —, il était logique de réduire au strict minimum les informations à la disposition de nos combattants.

Ce jeu de... cache-cache

Dans le choix de nos caches, nous avions, enfin, à tenir compte de nos adversaires les plus dangereux : les harkis. En effet, ces mercenaires étaient souvent originaires de la région où ils opéraient. Leur connaissance du terrain était égale à la nôtre et ils semblaient être dotés d'un véritable sixième sens lorsqu'il s'agissait de découvrir ce que nous mettions tant de soin à cacher.

Un exemple révélateur de cette habileté mérite d'être cité. En 1955, au douar Boufar, près de Guelma, nous avions creusé une cache en contrebas d'un talus. Elle avait été recouverte d'une épaisseur de terre permettant d'y planter un olivier, qui poussa tout à fait normalement. Le propriétaire du sol, ignorant ce qu'il recelait, venait régulièrement donner ses soins à l'arbre et ameublir la terre quand, en 1961, au cours d'une opération de ratissage, un harki s'arrêta en ce lieu, jeta un coup d'œil aux alentours et conclut qu'une « casemate » *devait* exister. Une heure plus tard, notre cache était découverte.

Dans ce jeu de... cache-cache, l'observation et la déduction jouèrent un grand rôle. Nous en vînmes à prendre des précautions inimaginables pour faire disparaître les traces, reconstituer le couvert du sol et éviter les phénomènes de résonance. Certes, nous en perdîmes un bon nombre, mais, dans l'ensemble, ces caches ont joué effectivement leur rôle de microbases logistiques et bien des camarades leur doivent d'être encore en vie. H

SI ABDALLAH



◀ Défilé à Alger, pour le 11 novembre. Nous sommes en 1957. Robert Lacoste est arrivé il y a dix mois. A sa droite le général Salan. Derrière Salan, J. Peccoud, responsable de la Sûreté. A la gauche du ministre résidant, l'amiral Auboyneau et le général Jouhaud. Après le défilé, certains ultras conspueront Lacoste.



Les associations ▶ d'anciens combattants, portant haut leurs drapeaux, défilent devant la tribune officielle. Leurs leaders renâcleront un temps, eux aussi, au projet de loi-cadre présenté par Lacoste. Rares seront les pieds-noirs qui en accepteront de bonne grâce le principe et surtout l'application.

E.C.P.A.

ALGER : LA LOI-CADRE

ALGER, novembre 1957. Robert Lacoste a obtenu ce qu'il désirait en priorité : la disparition du terrorisme qui ensanglantait la ville depuis un an et demi, menaçant de la faire basculer dans la folie collective. Au prix d'une action nécessairement brutale, menée à contrecœur, et dont les inévitables « bavures » n'en finissent pas, à Paris, de provoquer des remous dans les consciences à sens unique, les parachutistes du général Massu ont délivré Alger de la peur.

Sur l'heure, le ministre résidant a cru qu'il pourrait savourer en paix cette victoire et s'appuyer sur elle pour préparer dans le calme l'Algérie de demain. En cet automne de 1957, troisième anniversaire de la rébellion, il n'en est malheureusement rien. Après avoir goûté à l'enivrante popularité algéroise que lui ont value les succès des bérets rouges et des bérets verts sur les réseaux de Yacef Saadi, Robert Lacoste découvre l'amertume de l'ingratitude des Européens et prend la mesure de leur acharnement à maintenir ce pays dans le *statu quo*.

Il a suffi pour cela que Lacoste et sa petite équipe du Gouvernement général aient lancé deux petits mots lourds de sens en parlant des réformes politiques profondes qui s'imposent bien plus que les réformes économiques et sociales si l'on veut vraiment et sans arrière-pensée conserver l'Algérie à la France. Ces deux mots, ce sont : collège unique. Jetés dans l'arène politique algéroise, ils font bondir les taureaux que sont les ultras.

Dégager de la masse les élites musulmanes

Ce collège unique, que les Européens repoussent de la même manière qu'ils ont rejeté, en 1955, l'intégration chère à Jacques Soustelle avant de s'y accrocher comme à une bouée de sauvetage, découle de la fameuse loi-cadre que Robert Lacoste, décidé à aller de l'avant, a élaborée à la fin de l'été de 1957. A ses yeux, c'est le seul programme capable de maintenir des liens très étroits entre la France et l'Algérie tout en garantissant une évolution démocratique du peuple algérien. Mais comment parler de démocratie et d'évolution, voire d'élections, dans un pays où 500 000 soldats français s'efforcent de maintenir le calme là où il n'est pas trop troublé et de le rétablir là où il n'existe plus ?

C'est ce que lui a fait observer Pierre Chaussade, secrétaire général du Gouvernement général. Grand et mince autant que son patron est petit et trapu, calme, d'allure très distinguée avec ses cols anglais, Chaussade a réorganisé l'administration. Pourtant, c'est un homme qui ne fait pas parler de lui. Il ne s'est pas embarrassé de formules pour déclarer au ministre résidant :

— Aucun effort politique valable ne pourra aboutir tant que tout musulman s'associant à cet effort politique sera égorgé par le F.L.N.

— Il faut pourtant faire quelque chose, lui a répliqué Lacoste. Dégripper la machine, dégager de la masse les élites musulmanes qui prendront la relève.

Il est hors de doute qu'en disant cela



E.C.P.A.

EN QUESTION!

Lacoste songeait à cette troisième force qu'il rêvait de révéler à elle-même et que sa loi-cadre était susceptible, pensait-il, de faire naître au sein de la majorité silencieuse.

En fait, que prévoit-il, ce futur et révolutionnaire statut de l'Algérie dont les Européens ne veulent retenir qu'une chose, synonyme d'abandon : le collège unique, c'est-à-dire la fin de la suprématie de la minorité maintenue jusque-là par le double collège? A dire vrai, le projet « enfanté » par Robert Lacoste est un ensemble de réformes qui s'inspirent du fédéralisme. Il paraît si complexe, si difficile à mettre sur pied, que Pierre Mendès-France dira :

« Une application loyale des principes proclamés en 1947 apporterait encore, dix ans après, plus de progrès et de réformes aux musulmans que l'institution par la loi-cadre d'organes fédératifs dont la constitution dépendrait de conditions tellement nébuleuses qu'elles ne se réaliseraient peut-être jamais. »

En gros, la loi-cadre c'est le découpage de l'Algérie en huit ou dix territoires dotés de l'autonomie administrative le plus large possible. Chaque territoire serait administré par une assemblée élue au collège unique qui investirait un conseil de gouvernement présidé par un représentant de la République française. A Alger, siégerait un Parlement fédératif dont les membres seraient élus soit au suffrage direct, soit par les assemblées territoriales. Son rôle serait un rôle de coordination en matière économique, sociale et financière. Enfin, ce Parlement investirait à son tour un Conseil fédératif dont le président, un représentant du président de la République, serait le chef de l'exécutif. L'armée, la diplomatie, les finances, la justice et l'enseignement resteraient du ressort du gouvernement français.

Des alliés inattendus à l'Assemblée nationale !

Dès le mois de septembre, alors que, dans la Casbah, les bérets verts du 1er R.E.P. achevaient de nettoyer les derniers nids terroristes, les ultras ont commencé une vigoureuse campagne contre le projet de Robert Lacoste. A Paris, ils ont souligné pour Bourgès-Maunoury, alors président du Conseil, les dangers d'une politique fédéraliste. Ils lui ont fait valoir qu'elle provoquerait la révolte des Européens, démoraliserait l'armée et découragerait les musulmans de s'engager à fond pour la France.

A l'Assemblée nationale, ces mêmes bons apôtres, depuis toujours ennemis des réformes, ont trouvé des alliés inattendus pour convaincre les députés modérés : les plus gaullistes du groupe des républicains sociaux, Jacques Soustelle, Michel Debré et Jacques Chaban-Delmas. Pour ces trois mousquetaires de la croix de Lorraine, il n'y a pas de salut pour l'Algérie hors du retour au pouvoir du ▶

Marguerite Sy

Le plateau des Glières, un des hauts lieux de l'esprit cocardier des Algérois. C'est là que se faisaient tous les défilés militaires depuis des lustres. Là qu'arrivèrent, dans leurs chars, les Alliés, sous les acclamations de la foule, en novembre 1942. ▶

Sept commandements pour une information servant la subversion

Malgré la pauvreté des moyens dont il disposait en propre, le F.L.N. jouera admirablement des facilités que lui offraient les services d'information étrangers et même français, c'est-à-dire la presse. Le « guidage » des journalistes n'était laissé ni au hasard ni à leur objectivité.

Voici en effet le vade mecum du correspondant de guerre, qu'il fût musulman (il y en eut très peu) ou européen (il y en eut davantage).

Le correspondant de guerre, *dit l'instruction,* ne doit pas se limiter au journalisme. Des reportages informeront de ce qui se passe dans les montagnes, dans les campagnes. Les articles auront pour sujets :

1) La répression. Il mettra à nu les méfaits de la France, qui dépassent en cruauté le nazisme ;

2) Les ratissages. Ils se révèlent vains. Notre réseau de renseignements étant très perfectionné, la moindre tentative de surprise de l'ennemi est comme abattue physiquement et moralement, la horde des mercenaires français est à l'encontre du peuple sans défense *(sic).* Ils fusillent, massacrent, dévastent ;

3) Les bombardements et mitraillages. Dès que les oiseaux d'acier du malheur commencent leur lâche besogne, un spectacle poignant s'offre aux yeux du témoin : des enfants, des vieillards, des femmes meurent quand ils vont se réfugier ailleurs que dans les logis où ils ont condamné ce qu'ils avaient comme biens *(sic)* ;

4) Les opérations héliportées. Le correspondant de guerre donnera un démenti cinglant aux prétendus résultats d'opérations héliportées. Les soldats hantés *(sic)* par les fellaghas *(sic)* restent placides. L'hélicoptère revient pour les reprendre et les déposer ailleurs. A la fin de la journée, les rafales crépitent : on abat des civils vêtus d'apparence militaire *(sic)* ;

5) Les embuscades. Point n'est utile de s'étendre sur le rôle de ces opérations. Le correspondant de guerre montrera inéluctablement que les propres armes de l'ennemi nous servent à détruire ses bases ;

6) Les accrochages. Il est de notre honneur que les journalistes soient aussi des combattants. Il fera de l'information et non de la déformation. Tous les accrochages se sont soldés par un désastre pour l'ennemi ;

7) Reportages sur les réalisations économiques, culturelles et médicales du F.L.N. Le correspondant doit constater que la rébellion est arrivée à cultiver une population retardataire... Là où l'alphabet n'a jamais pénétré et où les enfants gardaient les moutons, le F.L.N. a édifié des écoles à la tête desquelles il a mis des instituteurs modernes. Dans ce domaine, tout était à faire, bâtir des écoles, procurer des tables, un tableau noir, des ardoises, des livres. Tous les enfants sont habillés de neuf, tabliers pimpants qui grisent les gosses. Ceux qui n'avaient jamais connu le soulier auparavant font connaissance avec ce précieux protecteur de la locomotive humaine. Le journaliste montrera aussi la rénovation de la pédagogie ancestrale... Le F.L.N. a organisé, d'autre part, un service sanitaire en tout point parfait. Nos montagnes désolées, nos montagnards qui n'avaient jamais fait usage d'un médicament accordent une grande vénération à leur toubib. Nos montagnes se sont lavées de la crasse séculaire que le colonialisme a répandue sur elles.

Le journaliste étant, par définition, très enthousiasmé par la politique, il devra aider le commissaire politique en initiant le peuple à la doctrine révolutionnaire. Notre journaliste n'ignore certainement pas le rôle de la photo.

Telles étaient les directives à l'usage des journalistes F.L.N. et aussi le canevas sur lequel devaient broder les correspondants de guerre que le F.L.N. accréditait auprès des maquis.

Ce document m'a été remis par le correspondant d'un journal italien.

Il est superflu de dire que tous les journalistes, étrangers et français, qui se firent une spécialité de suivre l'évolution du F.L.N. et les activités de ses terroristes et de ses djounoud ne souscrivirent pas aux impératifs de cette instruction.

Mais des reportages, avec photos à l'appui, seront bel et bien effectués, en majeure partie dans les maquis... tunisiens ou marocains, de sorte qu'on peut légitimement douter de l'objectivité de ceux qui les réalisèrent.

Général JACQUIN (C.R.)



avisons Lacoste : livraison tomates bien mûres !

général de Gaulle. Ainsi se profile déjà l'ombre de l'ancien chef de la France libre qui attend patiemment son heure. Elle sonnera dans l'exaltation des journées historiques de mai 1958.

A Alger, tandis qu'Alain de Sérigny tirait à boulets rouges sur la loi-cadre tout en ménageant habilement Robert Lacoste, les maires, avec, en tête, Laquière, le vieux renard, et Baretaud, les dirigeants des mouvements patriotiques, le Comité d'entente des anciens combattants, les étudiants prenaient également position et multipliaient les motions de protestation. L'une d'elles affirmait notamment :

« Toute loi-cadre est inopportune avant l'écrasement total de la rébellion. Nous refusons :

• Une loi-cadre faite sous la pression de l'étranger;

• Tout législatif et tout exécutif autonome.

» Nous demandons la révision immédiate de la Constitution. »

Un ordre de grève avait même été lancé pour le 18 septembre. Il avait été rapporté au dernier moment. Le général Massu, responsable de l'ordre, avait, en effet, fait savoir bien haut et sans prendre de gants qu'il materait les Européens comme il avait maté les musulmans au début de l'année. Douchés par cette menace à laquelle ils ne s'attendaient pas, convaincus qu'ils étaient d'avoir l'armée avec eux, les activistes algérois avaient jugé plus sage de ne pas provoquer le diable.

Loin de le dissuader, toute cette agitation a, au contraire, poussé Robert Lacoste à maintenir son projet de loi-cadre dont les tribulations devant l'Assemblée nationale, fin septembre, ont entraîné la chute du gouvernement de Bourgès-Maunoury. Après trente-cinq jours de crise ministérielle — ce n'est pas la première mais une des dernières de la IVe République —, c'est Félix Gaillard qui a reçu l'investiture le jour de ses trente-huit ans. Bourgès est passé à l'Intérieur, Chaban-Delmas a remplacé, à la Défense nationale, André Morice, qui laissera son nom au barrage électrifié de la frontière algéro-tunisienne.

Des francs-siffleurs

En novembre, le ministre résidant en Algérie sent tout de même qu'il doit lâcher un peu de lest, arrondir les angles s'il veut que son projet soit enfin adopté. Après quoi, les Européens n'auront plus qu'à s'incliner. Robert Lacoste retouche donc la loi-cadre. Pour apaiser les inquiétudes des Français d'Algérie, il crée des conseils territoriaux qui permettent de retarder les décisions prises d'autorité par les musulmans sans l'accord de l'autre communauté.

Mais Robert Lacoste ne renonce pas au collège unique, qui est le principe même de sa réforme. Et l'opposition, qui n'a jamais désarmé, reprend de plus belle



Dorveaux

◄ **Le monument aux morts, découpant sur un ciel éclatant sa masse aveuglante. Au premier plan, une horloge florale. Dans l'itinéraire patriotique d'Alger, le monument aux morts est un point de départ. Et toujours, après les gerbes, les tumultes...**

Le reportage photographique de *l'Écho d'Alger* sur le défilé du 11 novembre 1957 : légion, paras, fusiliers marins, harkis, commandos de l'air, tirailleurs. Les anciens combattants musulmans, au nombre de 8 000, y participèrent. ►

11 novembre 1957 : triomphe de la fraternité d'armes franco-musulmane

L'ÉCHO D'ALGER

Mardi 12 Novembre 1957

EN PAGE 3 : Nos informations générales

Plus de 12.000 anciens combattants et soldats ont été acclamés hier matin à Alger

Nous allons bâtir un ordre nouveau qu'aucun pays au monde n'a encore réussi

a déclaré M. Robert Lacoste

à Alger. Cette fois, puisque Lacoste s'obstine, on va faire donner l'infanterie, c'est-à-dire la foule. Le 6 février 1956 a montré aux activistes qu'une manifestation de rue bien orchestrée est plus efficace que les intrigues de couloir à l'Assemblée nationale. En tout cas, ce genre d'action est beaucoup plus dans le tempérament des Algérois.

Une date est fixée : le 11 novembre. Ce jour-là, Robert Lacoste doit présider les cérémonies militaires organisées au plateau des Glières à l'occasion de la célébration de l'anniversaire de l'armistice. Tandis que les anciens combattants font savoir qu'ils ne s'associeront pas au défilé, les chefs de file de l'activisme : Ortiz, le cafetier du Forum, Goutallier, le restaurateur poujadiste de la rue Burdeau, Martel, l'agriculteur, mobilisent les pieds-noirs dont l'analyse sommaire de la loi-cadre a buté pour toujours sur ces deux mots qui font craindre le pire : le collège unique.

Les étudiants ne restent pas inactifs eux non plus. Ils ont bien l'intention de s'associer aux manifestations d'hostilité qui se préparent dans les arrière-salles de café ou les appartements cossus de la grande bourgeoisie algéroise. Bien entendu, Robert Lacoste n'ignore rien de ce qui se trame contre lui. On l'a d'ailleurs prévenu. Un matin, l'un de ses collaborateurs a déposé sur son bureau un imprimé de recommandation postale avec cet avertissement grossièrement apposé à l'aide d'un tampon de caoutchouc :

« Avisons Lacoste. Livraison tomates bien mûres le 11 novembre. »

« Les c...! » a été le seul commentaire du ministre résidant, dont le visage carré s'est empourpré de colère. Sans doute, en cette minute, s'est-il souvenu de ces paroles de Pierre Chaussade prononcées quelques semaines auparavant :

« Si les Européens recouvrent la sécurité — et on s'y emploie —, ils retrouveront les moyens de pression politique qu'ils avaient avant. Il n'y aura rien de changé. La difficulté pour nous est la suivante : une fois le F.L.N. brisé, nous ne devons pas nous faire avoir par les Européens. »

Le 11 novembre, vêtu comme à l'accoutumée d'un costume sombre croisé sur une taille qui trahit l'amateur de bonne chère, le front têtu, les mâchoires serrées, la tête un peu plus enfoncée que d'habitude dans ses épaules massives, Robert Lacoste se rend au plateau des Glières. Il est bien déterminé à affronter l'hostilité de la foule, qui ne lui fait pas peur. Et cette foule d'Algérois et d'Algéroises est particulièrement dense. Il n'y a rien d'extraordinaire à cela car, comme partout, on a toujours aimé les défilés militaires. Et, plus que jamais, les pieds-noirs ont besoin d'être rassurés, de se rassurer eux-mêmes à la vue de l'armée.

Salut au drapeau. *Marseillaise* jouée par la musique de garnison, baudriers et gants ►



Tallandier

Dans le bureau de la Délégation générale à Alger, en janvier 1958, deux des collaborateurs de Robert Lacoste : Chaussade *(à gauche)*, secrétaire général de la Délégation, et Maisonneuve *(à droite)*, directeur du cabinet. Ils suivront le « patron » au milieu des tempêtes dont celles que soulève, dans certaines sphères politiques animées par Jacques Soustelle et Michel Debré, le projet de loi-cadre devenu le cheval de bataille de l'opposition. Pour eux aussi le premier problème est de « casser les reins » au F.L.N., mais il est suivi de près par celui des pressions des pieds-noirs.



les ultras ressortent la hache de guerre le jour de l'Armistice

blancs, calots rouges. C'est la remise des décorations. Le ministre résidant décore le général Salan de la croix de la valeur

A.F.P.

◄ Jacques Soustelle admettra difficilement l'adoption de la loi-cadre, il la fera modifier sans cesse, il la « rognera ». Les opposants à Lacoste trouveront en lui, parfois, un allié inattendu. Derrière des hommes comme lui se profilait le 13 Mai, dans son éclairage gaulliste.

militaire. Au moment où il prend place dans la tribune tendue de tricolore aux côtés des personnalités civiles et militaires de l'Algérie, on entend quelques sifflets. Sans doute des francs-siffleurs...

Marches militaires. C'est le défilé des troupes : fantassins, artilleurs, blindés de la 7e D.M.R., parachutistes, marins, aviateurs, motards de la police et sapeurs-pompiers. Un vrai défilé de temps de paix dans une ambiance de guerre. Les applaudissements crépitent au passage de chaque unité. Ils sont plus longs, plus appuyés, pour les parachutistes.

C'est à l'issue de la cérémonie militaire que les choses vont se gâter. Les activistes n'ont pas voulu troubler le défilé pour ne pas faire injure à l'armée ni aux très nombreux anciens combattants musulmans qui ont pris place dans le cortège de leurs frères d'armes européens. Comme à un signal, les cris commencent à fuser.

« Pas de blague avec Lacoste »

La foule scande : «La-coste démission», « Algérie fran-çaise », « C.R.S. dans l'Aurès », « L'ar-mée avec nous ». Il y a aussi des injures à l'adresse du ministre résidant dont le teint vire au brique sous l'effet de la colère qui enflamme ses joues.

Ce sont les étudiants qui sont les plus virulents, les plus acharnés, les plus bruyants. Les hommes mûrs, eux, sont presque gênés d'avoir à conspuer un représentant du gouvernement qu'ils ont longuement applaudi, un certain dimanche, quand il est allé à pied de son bureau à la brasserie du Coq-Hardi boire l'anisette pour montrer que c'en était terminé avec le terrorisme.

Sur l'intervention du préfet Serge Barret, qui redoutait le pire pour ce 11 novembre, le colonel Trinquier, patron du D.P.U. (dispositif de protection urbaine) qui quadrille la ville, a réuni tous ses chefs d'îlot et leur a dit en substance : « Pas de blague avec Lacoste ! » « On ne lui lancera pas de tomates, mais on ne

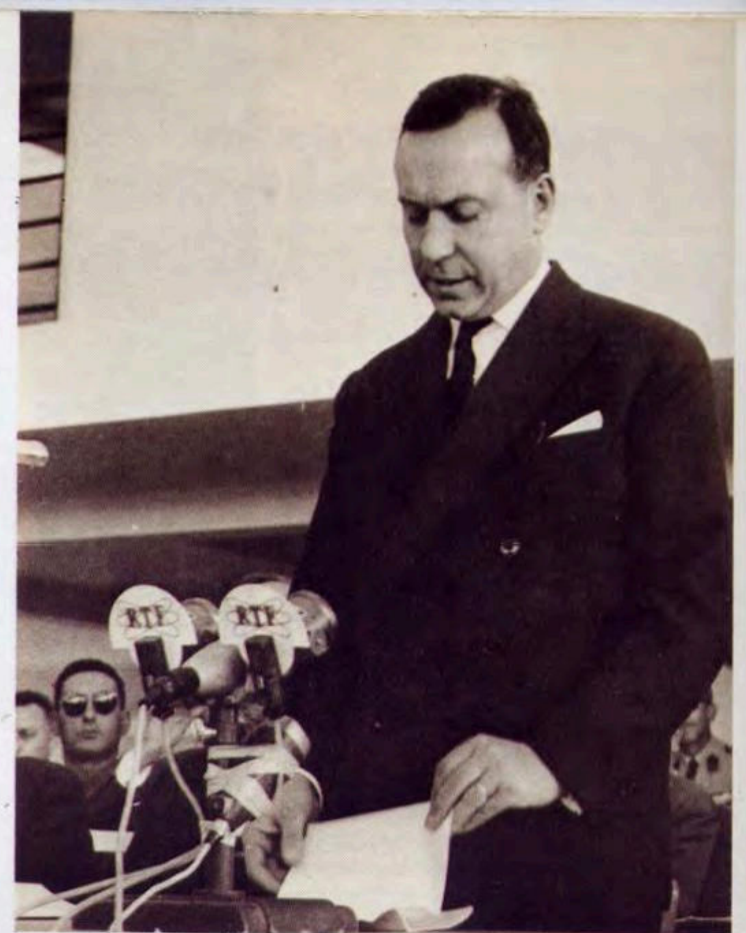
Associated Press





E.C.P.A.

Lacoste empoigne le problème algérien dans son profil civil comme dans son profil militaire. Il sera partout où l'armée se bat, des frontières de l'est et de l'ouest aux djebels, et des djebels aux centres sahariens. Il veut voir et savoir. Ici, face à la Tunisie, avec ceux du barrage : à sa droite *(de profil)*, le colonel Buchoud, qui commande le 9e R.C.P. Au second plan, J. Maisonneuve, en gabardine, avec le général Vanuxem *(de profil)*. Michel Debré apporte fougue et passion à la même cause de l'Algérie française.



E.C.P.A.

l'applaudira pas », ont promis les chefs d'îlot.

De fait, on ne voit pas de tomates comme le 6 février, mais en revanche, Robert Lacoste est copieusement conspué. Au moment de remonter en voiture pour regagner le Gouvernement général, il avise un petit groupe d'étudiants vociférants. Il se dirige vers eux et tente d'établir le dialogue pour essayer de comprendre, d'expliquer aussi. Mais c'est impossible. Les jeunes gens couvrent sa voix de leurs cris. Alors, Lacoste se fâche et leur lance cette remarque :

« C'est dans le djebel qu'il faut la défendre, l'Algérie française, pas dans la rue!... »

La manifestation est terminée. A aucun moment elle n'a pris un tour dramatique. Les C.R.S. tenus en réserve à la préfecture, au commissariat central tout proches n'ont presque pas eu à intervenir. Le collège unique, objet de tout ce tumulte, n'a pas fait couler le sang.

Mais le lendemain, le ministre résidant, qui n'a pas du tout apprécié l'attitude des étudiants européens d'Alger, fait publier le communiqué suivant :

« Des jeunes gens, généralement en âge d'être sous les drapeaux, au lieu de se consacrer à leurs études, occupent leur temps à des activités qui ne sont pas de mise actuellement en Algérie, alors que leurs camarades du même âge, ouvriers, fonctionnaires, paysans, assument une rude mission dans le désert et les djebels pour les défendre. En conséquence, le ministre de l'Algérie a décidé la suppression immédiate de certains sursis et la révision générale des autres. »

Le même jour, *l'Echo d'Alger*, le quotidien d'Alain de Sérigny, déplore les incidents de la veille et titre ainsi le compte rendu du 11 novembre : « Triomphe de la fraternité d'armes franco-musulmane. Les cérémonies se sont déroulées sous le signe de la confiance recouvrée. » Moins d'un mois plus tard, le projet de loi-cadre, remanié, sera voté par 269 voix contre 200. Mais Robert Lacoste ne pourra jamais appliquer la réforme pour laquelle il se sera tant battu contre les ultras. Le 13 mai 1958 emportera tout dans le vent de la tornade. H

Francis ATTARD

◄ En juillet 1957, à l'appel du colonel Bourgoin, venu à Alger, tous les dirigeants d'anciens combattants de métropole et d'Algérie se réunissent. Ils représentent deux millions de manifestants, qui proclament leur volonté de s'opposer à l'abandon de l'Algérie. En fait, ce qu'ils considèrent comme un processus d'abandon, c'est ce que Lacoste propose dans sa loi-cadre. Un ensemble de réformes politiques, administratives, économiques et sociales qui doivent permettre aux deux communautés de cohabiter dans l'harmonie et le sentiment d'une tutelle équitable de la France.

PROFESSION ? BALADINS DU DJEBEL

Tout a commencé tandis que l'Algérie tout entière posait les problèmes les plus divers aux différents corps de troupe stationnés sur son territoire.

La guerre rallumait ses feux alors que je me trouvais en Tunisie. Un picotement d'impatience, bien légitime, s'empara de moi. Recréer le Théâtre aux armées en Algérie. Un souhait, un rêve, une gageure en tout cas. Vite aplani par le commandement, favorable au projet.

Le moral des troupes, voilà bien l'importance du facteur. Le commandement en était imprégné. L'expérience acquise en Indochine par le Théâtre aux armées restait présente à tous.

Tout fut vite réglé, et les pionniers d'Indochine (Paul Sylvain, l'imitateur, Guy Bell's, le jongleur, et Francis Landoll, le ventriloque) me rejoignaient rapidement pour reprendre la sarabande sur le territoire algérien.

Le général Salan, qui avait connu les premières heures de notre activité en Extrême-Orient, allait favoriser notre installation en Algérie, il fut notre aide, notre spectateur enthousiaste, et comme il avait raison! *Souvenirs, Souvenirs...*, air connu.

Nos souvenirs, dans cette « virée », sont de ceux que l'on n'oublie pas comme on veut, chaque jour apportant son lot de surprises, de quiproquos, d'hôtes grincheux ou charmants.

Un vrai régal sur le plan documentaire et sur celui des relations humaines.

Civils ou militaires, gros ou petits colons, petits pieds-noirs, musulmans, caïds ou grands chefs, officiers, sous-officiers ou soldats, que de souvenirs vous avez accrochés à nos pas. D'une frontière à l'autre. De la plus grande à la plus petite oasis, nous vous vous avons tous connus. Vous avez été notre vie, nos peines, nos joies.

Un nom pompeux : le « Théâtre aux armées ». Une poignée d'hommes, qui reprennent, après l'Indochine, la « sarabande », comme ils disent. D'est en ouest et des plages aux dunes, ils plantent leurs tréteaux, là où il y a des soldats, et donnent leur spectacle, souvent avec les moyens du bord. C'est le « music-hall en uniforme ». Un camion, avec une scène se dépliant sur le côté, mécaniquement, des projecteurs, des décors chargés de rêve. L'illusion était totale. ▶

Legay



◀ **Kabylie. Les bidasses en contemplation. Pour des gars qui « pitonnent » depuis des mois sans avoir rien vu que le maquis, ce camion-là, c'est quelque chose !**

Legay



La troupe au grand complet, photo-souvenir, désinvolture, décontraction, les éternels baladins, toujours un peu à part. En Algérie, ils finiront par « faire partie de la famille ». ▶

Tant que ton cœur battra pour moi, c'était le titre d'un des succès de François Deguelt. A lui seul, ce titre évoquait toute l'Algérie, la vie que nous y menions, et le rideau tombait sur les derniers accents de sa chanson, devenue célèbre par son talent et sa gentillesse.

Le rideau tombait, comme chaque jour, et commençait alors une deuxième journée pour les membres du « Music-hall en uniforme ». Que ce soit dans une salle confortable d'une grande ville, le préau d'une école ou en plein air, dans un poste, il fallait replier les tréteaux ambulants, emballer la sono, ranger les costumes, plier les rideaux.

L'élégante scène qui n'avait rien à envier à celle d'un cabaret parisien était appliquée sur le côté d'un camion et descendait mécaniquement, tel un livre s'ouvrant. Quelques tubes pour tendre plafond et coulisses de chauds tissus. Un système de grands paravents de toile cachant l'avant et l'arrière du camion et la perspective était fort agréable. Ajoutez à cela une rampe et des projecteurs et l'illusion était totale.

L'intérieur du camion était réservé à la loge, spécialement aménagée de placards-penderies et d'un lavabo. C'était, à travers nos tournées, notre home principal.

Chaque soir, tout était rangé minutieusement; aussi les ouvriers des planches se transformaient-ils en machinistes et en débardeurs. Mais quelques minutes plus tard, après un bon rinçage, garçons et filles se retrouveront avec nos hôtes pour entretenir une conversation autour d'une table bien garnie, où chacun ira de son histoire. Je me souviens d'un jeune sous-lieutenant qui, pendant toute une nuit, nous raconta les histoires les plus drôles, les plus courtes, les plus longues, et les plus... féroces. A ma question : « Mais pourquoi ne pas travailler dans un cabaret spécialisé à Paris? », il me répondit : « Impossible, je suis trappiste... » Et c'était vrai!

Après ces sympathiques réceptions, nos filles se transformaient en entraîneuses (en tout bien, tout honneur) pour quelques pas de danse, où il leur fallait souvent esquiver la main baladeuse d'un garçon en mal d'amour.

Legay

Les terreurs de Diane et d'Yvonne

Une courte nuit de récupération, bien ou mal couché, passant çà et là du palace des villes au plein air pur et simple, ou à la chambrée glaciale ou transformée en étuve. Les filles avaient la chance de trouver un peu plus de confort. Mais que ne leur a-t-on pas fait entre le lit en portefeuille et les souris blanches! Comble du diabolisme, un soir, deux farceurs avaient glissé une ficelle sous la baraque de leur chambre, avaient attaché un casque au centre, et tels des scieurs ils tiraient sur cette ficelle invisible, faisant se déplacer le casque dans leur chambre. L'effet était, paraît-il, saisissant. Et je dois dire que jamais une attaque sur la route, un mitraillage ou une mine n'ont plus impressionné Diane et Yvonne.

Ah! les nuits sur cette frontière tunisienne, avec pour seul relief des kilomètres de fil de fer barbelé et la silhouette énigmatique des radars. Donner un spectacle de music-hall dans ce paysage pour « salaire de la peur » relevait du défi. Pas d'éclairage, pas de bruit, ou alors, spec- ▶



Coll. particulière

De Médéa à Biskra, ou ▶ d'Alger à El-Oued, le Théâtre aux armées, son camion, ses chansons, ses bons mots. Tout le monde attendait ça, dans le bled. El-Oued *(notre photo)*, où aux alentours les palmeraies sont enfouies dans des cratères de sable, qu'il faut remonter, chaque jour, à l'aide de paniers, pour que les palmiers ne soient pas engloutis. Des files d'hommes, assument cette tâche.

l'alerte est donnée pendant le tour de chant de F. Deguelt

tacle en plein air, le visage au soleil, avec sous les yeux « Chauffeur, attention! réseau en charge à 5 000 volts ». Quel bel éclairage, si un coup de frein malencontreux nous avait jetés dans cet enfer du feu de Dieu!...

Au petit matin, nous nous retrouvions accompagnés de la longue file des blindés en patrouille, nous protégeant et nous guidant (ce qui était d'ailleurs préférable. La seule fois où nous sommes partis seuls, nous nous sommes trompés et avons traversé une zone entière infestée de fellaghas. Nous nous en sommes tirés, mais pas avec les félicitations du commandement. Nous avions sûrement la baraka), pour nous acheminer vers les postes les plus déshérités. Stop dans un petit village qui semblait être envahi par les femmes. Pas un stop au hasard, notre circuit était organisé, mal, fort souvent d'ailleurs, mais organisé sur les papiers d'état-major, ce qui ne correspondait pas toujours aux réalités du moment ou de l'heure.

Qu'importe, lieutenant X..., seul en tant qu'homme, ou presque, avec vos femmes, vous nous avez surpris! Pied-noir bon teint, votre travail était fantastique, vous parliez parfaitement arabe, revêtiez la cachabia et vous mêliez à la foule des marchés afin de recueillir de précieux renseignements sur les installations des fellaghas et sur leurs projets.

Un colonel en pyjama !

Quant à vos femmes au tablier de servante, elles ont assisté, cet après-midi-là, au spectacle le fusil entre les jambes en guise de sac à main. Ce sont mes « harkettes », m'avez-vous dit. Elles patrouillent chaque soir dans le village et dans les environs; elles sont redoutables et bien connues des fellaghas.

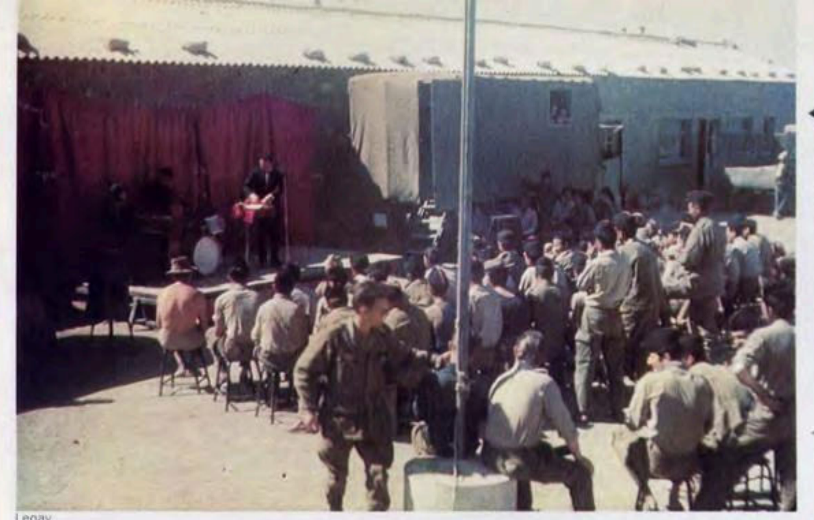
Bravo, mesdames! nous étions assez stupéfaits, surtout si l'on fait le parallèle avec nos charmantes P.M.F.A. ou F.F.A. dont le charme ne va pas s'encombrer (sauf rares exceptions) de faits de guerre nuisibles à toute esthétique...

Nous vous avons quittés un petit matin d'automne pour El-Oued. Notre convoi toujours composé de la 403 familiale, d'un camion de matériel et du camion scène-loge.

Quelques escales et c'était déjà le grand désert. Une arrivée triomphale en pleine sieste à Touggourt. Un soleil de feu, dans une ville complètement endormie et un colonel qui nous réceptionna en... pyjama, en hurlant qu'il nous attendait depuis la veille. C'est bien possible, mon colonel, seulement voilà, dans les vents de sable la 403 renâclait un peu. Alors, nous arrivons quand nous pouvons.

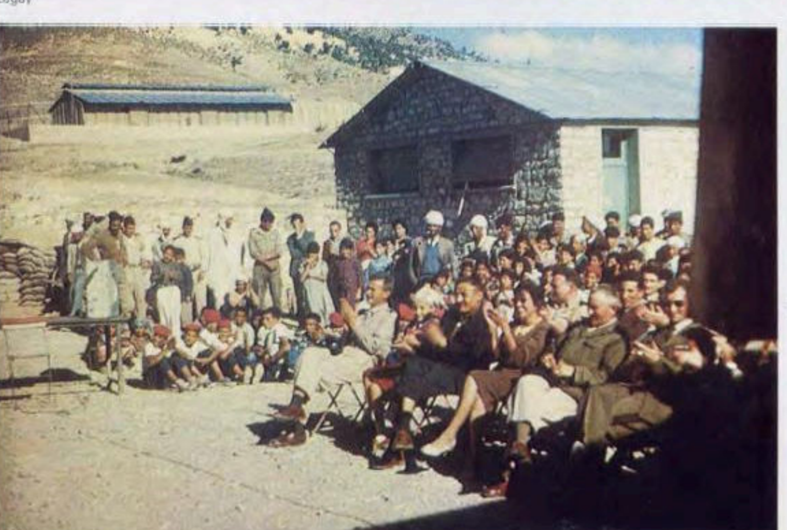
Mais pourquoi diable, mon colonel, étiez-vous encore en pyjama, le soir, pour assister au spectacle? Pourquoi a-t-il fallu que l'alerte sonnât durant le tour de chant de François Deguelt? Pourquoi vous avait-on volé votre fanion alors que le cinéma d'en face affichait *le Fanion du colonel* et qu'une main avait ajouté *On a volé* (et cependant nous vous jurons que le pickpocket du spectacle, Jo Valdys, n'y était pour rien)? Enfin... Pourquoi, la malchance s'acharnant sur vous, a-t-il fallu qu'une roquette réduise en poussière votre appartement et votre uniforme en lambeaux alors que vous étiez en pyjama?... Quelle bonne soirée nous avons passée!...

Par contre, ce soir-là notre chambre était très confortable, mais c'est à plat ventre sur la terrasse, tellement il faisait chaud, que nous avons passé la nuit, François Deguelt et moi. Nuit mémorable,

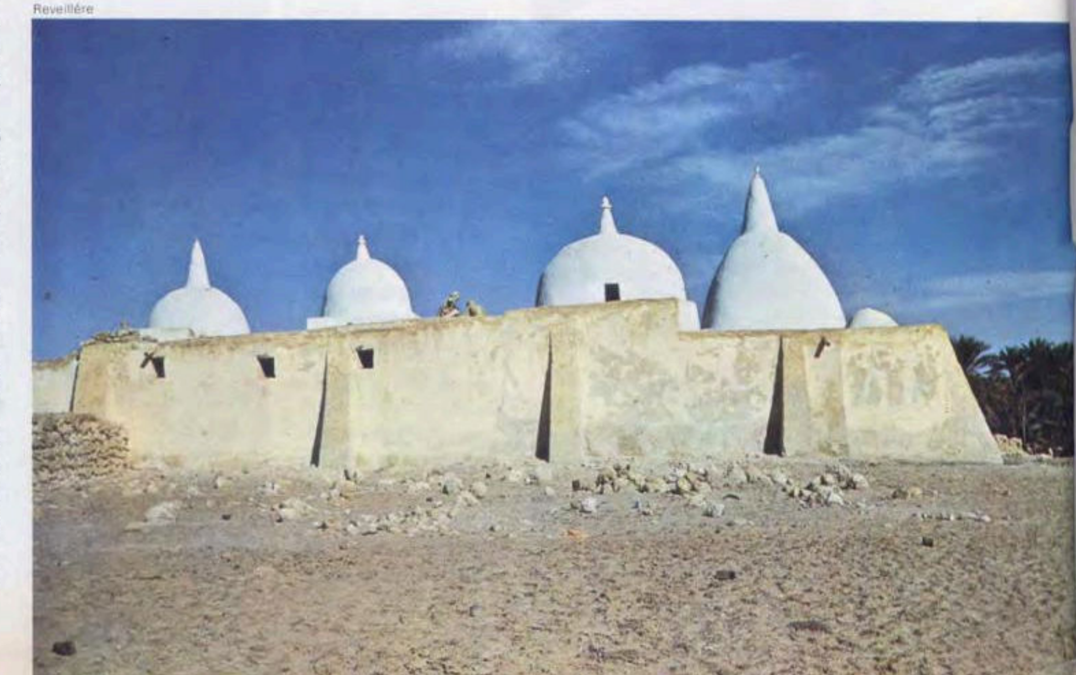

Legay

◀ Tébessa. A deux pas de la bataille des frontières, la troupe s'est installée. Dans le public, des soldats et des colons. C'est l'heure de l'illusionniste, un « pionnier » d'Indochine.

Ici, on chante avec ▶ accompagnement de guitare, pour le génie. Assis à même le sol, on écoute, religieusement, cet émule d'Aznavour ou de Bécaud. Et le temps passe...


Legay

◀ Vers Tébessa, sur la frontière, représentation toute provinciale. Les « autorités », les écoles, les soldats du coin, et, aussi, les parents d'élèves.


Reveillère



Legay

sur les pitons pour y retrouver quelques gars complètement isolés. La nuit, nous la passions dans leur cabaret, car je ne sais pas comment ils se débrouillaient mais, partout où ils vivaient, il y avait toujours un coin intime transformé en cabaret, dans un cadre toujours très étudié, même sous la tente. Dès qu'ils avaient un moment libre ils nous imposaient la visite de leur coin. Ce jour-là, nous nous sommes rendus du côté de Djelfa chez le marabout guérisseur.

Une bombe dans le public...

Pourquoi ce vieil ascèet avait-il manifesté le désir de nous rencontrer? Que représentait pour lui le Théâtre aux armées? Je ne le sais pas encore à ce jour. Par contre, je ne suis pas près d'oublier l'étrange sensation des sentiments éprouvés. Le cercueil de l'ancêtre drapé de voilages aux vives couleurs auprès duquel nous avons pris un délicieux café accompagné de dattes, entourés de plusieurs dizaines de femmes et d'hommes venus de très loin avec leurs animaux bêlants et caquetants et dont le sacrifice devait exorciser les malades.

Je dois dire que compte tenu de la grandeur du cimetière qui entourait la « résidence » du mage, l'opération « guérison-miracle » ne devait pas toujours réussir.

Imaginez un spectacle du Théâtre aux armées accompagné des incantations du digne vieillard dominant le tumulte, et des groupes étranges, une bête renversée sur l'épaule, l'apaisement au cœur, un sourire indéfinissable sur les lèvres, celui de la foi et de l'espérance...

Et même quand nous partions, amis légionnaires, au petit matin, quand nous n'avions pu vous rencontrer tous, vous nous guettiez, une poêle à frire d'une main, pour nous faire croire que la route était minée à cet endroit, une bouteille de champagne dans l'autre main, celle de l'au-revoir.

Ces quelques anecdotes, féroces ou drôles, s'ajoutent à des milliers d'autres, mais je dois dire qu'il en fut de tragiques. Souvenez-vous, habitants de Bouïra, de ce soir de 1957 — sept morts, cinquante blessés : une bombe venait d'éclater dans la foule des spectateurs, vous étiez là, immobiles, hébétés, saisis de vertiges.

Vous avez à peine bougé. Tony Valéry chantait la Corse et patrouilla ensuite, mitraillette à la main. Valdys dispensa ses illusions, un revolver en travers de ses colifichets, tandis que les filles se transformaient en infirmières et les camions en ambulances.

C'était la vie, une fois de plus le spectacle commencé dans la joie se terminait dans les larmes et dans le sang.

Après un tel périple, notre repos à Alger était bien mérité. Périodiquement nous ▶

puisqu'il y a composé son succès de l'année, *Je te tendrai les bras.*

Arrivée à Ouargla. Les pistes devenant trop mauvaises pour continuer en véhicules, nous prîmes l'avion pour les oasis, après une visite traditionnelle à Hassi-Messaoud, où la réception des « pétroliers » donna lieu à des libations sauvages à la lueur des torches géantes des derricks.

A Edjelé, un vent de sable rouge emporta comme un fétu de paille notre décor de fortune; éclairage, rideaux, tout avait disparu avec la pluie et le vent. Qu'à cela ne tienne, le spectacle se déroula sous forme de cabaret dans une des salles à manger du campement. Fort-Charlet-Djanet, la plus belle oasis qui soit, où l'unique bistrot était tenu par une ancienne péripatéticienne, qui faisait fonction, par surcroît, de buraliste, d'écrivain public et je ne sais quoi encore, tout en écoutant à longueur de journée des chansons paillardes sur un tourne-disque dont l'aiguille sautait sous les grains de sable.

Et puis Tamanrasset, terre de mission du P. de Foucauld. Tamanrasset, ça ne se décrit pas, c'est trop grand, trop beau, trop long à décrire. El-Goléa et ses mouches, à croire qu'elles avaient élu domicile uniquement ici, et retour à Ouargla après quelques autres escales afin de reprendre notre matériel routier, bien heureux de quitter ce JU-52 poussif où, pour tout confort, nous voyagions sur les sacs de ravitaillement, le nez dans les oignons et les pieds dans les patates. J'avais personnellement trouvé un endroit idéal dans les toilettes; ce n'était pas très confortable, mais je bénéficiais d'un cabinet particulier... Merci à vous en passant, joyeux pilotes, radio, navigateur, qui nous avez trimbalés tant de fois.

Le marabout guérisseur

En remontant vers le nord, Ghardaïa, la ville bleue, Laghouat, la ville verte, firent évidemment nos délices bien que nous n'ayons guère le temps de faire du tourisme.

Les kilomètres, nous ne les comptions jamais et quand nous arrivions chez les légionnaires, toute fatigue était effacée, même quand une grenade éclatait dans les premiers rangs des gars de la 13e D.B.L.E. Notre arrivée à la légion était toujours une explosion de joie et qu'il soit 8 heures ou 16 heures, une première chose s'imposait, le casse-croûte. Ah! les légionnaires, que ne nous ont-ils pas fait faire! — séance supplémentaire pour les gars qui arrivaient ou partaient de façon inattendue en opération. Ils nous traînaient les après-midi en hélicoptère dans les postes situés

◀ **Les tombeaux des sultans de Touggourt, à 650 km au sud d'Alger. La dynastie des Ben Djellab a régné du XVe au XIXe siècle sur cette région de l'oued R'hir souvent ravagée par ses voisins du nord. La mort du dernier des Ben Djellab en 1854 fut suivie de troubles.**



E.C.P.A.

◀ Le général Salan et la troupe du Théâtre aux armées. Rencontre cordiale sur le Forum d'Alger. Salan encouragea les baladins du djebel.



Legay

Présentatrice ▶ occasionnelle d'un spectacle, Yvonne Gendreau, speakerine de Radio-Alger, tombe du ciel en hélicoptère...

ils partaient le cœur réchauffé de chansons

revenions dans les villes, vers une civilisation ou une forme de guerre totalement différente. Notre pays à nous, c'était la Kabylie dans le froid, le Sahara dans la chaleur.

Notre périple ouest, c'était de l'Algérois à l'Oranie. Oran, nous l'aimions beaucoup et nous y avions beaucoup d'amis. Notre plus beau souvenir c'est un spectacle dans le Théâtre de verdure. 10 000 spectateurs avec, pour fond sonore, l'éclatement des bombes de plastic dans différents coins de la ville. Et puis c'était Sidi-Bel-Abbès (fief de la légion), Tlemcen, Colomb-Béchar et puis, à nouveau, un tracteur du ciel nous emmenait à Béni-Abbès (l'oasis aux mille fraisiers), Timimoun (dormir dans le lit qui avait abrité le sommeil de la grande-duchesse de Luxembourg), Adrar et sa place de la Concorde, Reggane et sa bombe atomique...

Mais, chaque jour, c'était inlassablement, le voyage, le montage, le démontage, le spectacle, l'arrivée ou le départ de l'un des membres de la troupe avec, les soirs de dernière, les éternelles farces, la meilleure contre F. Deguelt étant le lâcher sur scène d'une centaine de gros cafards, sur lesquels nous avions collé une carte de visite; essayez et vous verrez.

Avoir le cafard, c'était parfois le lot de tous. Nous nous étions chargés du contraire, même si nous n'en avions pas envie. Le moral, c'était pour tous le soutien clé, et Dieu sait si l'on avait besoin de moral à Taberga ou à Morsott.

Mais ils étaient regonflés, les gars qui parfois assistaient au spectacle assis dans les camions, prêts à partir, le fusil entre les jambes. Ils partaient en hurlant de joie, le cœur réchauffé de chansons, de mots drôles, d'illusion. Ils étaient gonflés, tous ces jeunes appelés qu'ils soient fils de commerçants, de paysans, ou étudiants. Ils ont été notre soutien.

Puis vinrent nos derniers galas...

Mais après des années de cette vie de fou, insensiblement, bêtement, tout se terminait à présent; sur le plan politique, les événements se précipitaient, chacun sentant que nous donnions nos derniers « galas ».

Nous redoutions ce dernier retour sur Alger. Nous le redoutions, car nous savions d'avance que nous arriverions pour vivre les dernières heures tragiques que l'Algérie tout entière allait devoir traverser. Le sang qui coule se passe de chansons, de comédie et d'illusions, même s'il prépare de grandes choses, à ce qu'on dit.

Baladins de la joie, ici s'arrêtait notre mission. Bientôt, très bientôt, nous n'aurions plus le droit, ni le pouvoir, hélas! de faire rire qui que ce soit sur cette terre où les murs rougissaient par-ci par-là du sang des dernières victimes.

Quant au public, ce cher public qui fut toujours l'essentiel de nos préoccupations, il s'est dispersé une fois le rideau tombé. Avec un soupir, il a quitté notre Théâtre pour le théâtre moins réjouissant de la vie, où de spectateur il est devenu l'acteur pitoyable et pourtant sincère de la vérité que nous savons.

Le grand voile du silence est retombé avec le reste sur nos tréteaux ambulants. Celui de l'oubli, j'en suis sûr, ne sera jamais tissé pour aucun de nous. **H**

Michel LEGAY

Fontana-Thomasset

Beni-Abbès, dans le territoire d'Aïn-Sefra : un poste ▶ administratif contrôlant une dizaine de milliers de nomades, une palmeraie, des arbres fruitiers. Le P. de Foucauld y avait installé un ermitage, « la Fraternité », d'où il partit, le 3 mai 1905, pour évangéliser le Hoggar. Une des escales du périple saharien où le Théâtre aux armées planta ses tréteaux.

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Claude Rebelo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
Février 1958

FRANCE

4 : débat à l'Assemblée sur les promotions dans l'armée.
5 : une bombe explose au Palais-Bourbon ; légers dégâts matériels.
9 : rapport Salan et déclaration Chaban-Delmas sur le bombardement de Sakiet invoquant la légitime défense.
Ordre du jour de l'Assemblée nationale exprimant sa confiance au gouvernement par 335 voix contre 179.
11 : débat à l'Assemblée sur la révision constitutionnelle.
12 : décès de Marcel Cachin, à l'âge de 89 ans.
13 : décès de Georges Rouault.
25 : débat à l'Assemblée nationale sur la lutte contre le terrorisme en métropole et sur la réforme électorale.
26 : discussion du budget militaire.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1er : proclamation de la République arabe unie.
Accord financier franco-marocain.
4 : préparation à Alger des décrets d'application de la loi-cadre.
6 : transfert de Tunis au Caire du Q.G. du F.L.N.
8 : bombardement de Sakiet-Sidi-Youssef par l'aviation française : 70 morts, 80 blessés.
Protestation tunisienne, rappel de l'ambassadeur de France, demande d'évacuation de toutes les bases françaises en Tunisie, y compris Bizerte.
10 : fermeture de cinq consulats français en Tunisie.
13 : le président Bourguiba saisit le Conseil de sécurité de l'affaire de Sakiet.
14 : plainte française contre la Tunisie au Conseil de sécurité.
14 : création d'une union Irak-Jordanie (Fédération arabe).
17 : offre anglo-américaine de « bons offices » dans l'affaire de Sakiet acceptée par la France et la Tunisie.
18 : renvoi sine die *des plaintes française et tunisienne par le Conseil de sécurité.*
Ultimatum égyptien au Soudan exigeant le retrait des troupes soudanaises au-delà du 22e parallèle.
19 : création en Algérie d'une zone interdite le long de la frontière tunisienne.
Incident franco-tunisien à Ramada : une jeep française saute sur une mine.
22 : plébiscite faisant approuver la constitution de la République arabe unie : 99,98 % de oui.
25 : Mohammed V réitère les revendications sahariennes du Maroc.
26 : le Maroc reconnaît la République arabe unie.
28 : adhésion du Yémen à la République arabe unie.

(à suivre)

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



MISSION SECRÈTE DANS LE MAQUIS KABYLE

Sommaire du n° 237 :

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 3e trim. 1972. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2040.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.

12 FEVRIER 1958 — Le numéro : 30 francs — 39e ANNEE. — N° 1.947

Le Canard enchaîné



...à Sakiet
un chapelet
de bombes

Fondateur : Maurice MARECHAL

Journal satirique paraissant le mercredi

Et Salan conduit les balles

Massu et les retours de bâton

LE MALAISE DES CIVILS

par Morvan L.

GROVE a rajeuni quelques sonneries militaires pour relever moral des soldats

Faut-il brûler les Nord-Africains ?

Allo ! ici l'ami Bidasse

L'Ami Bidasse.

16 AVRIL 1958

En Algérie : Un nouveau...

Fondateur : Maurice MARECHAL



APRES L'ADOPTION DE LA LOI-CADRE

Fin de la guerre d'Algérie



EN MARGE DE LA LOI-CADRE

De l'utilisation rationnelle de l'Algérie

par Alphonse ALLAIS

Un lecteur du "Canard", collectionneur de manuscrits, en a retrouvé quelques-uns d'Alphonse Allais. Notamment celui d'un "A la manière de Francisque Sarcey", dont il a bien voulu nous envoyer le texte, et que voici :

CHRONIQUE DU BON SENS

39e ANNEE. — N° 1.956

... Dien Bien Foot !

De plus en plus fort

Le "Figaro" découvre la "torture" entre guillemets !





— Le fluide glacial.

La guerre des goals (Suite)



Le Canard enchaîné

LA NUIT DU CATROUX N'A PAS EU LIEU

(Dessin de Lap)

Le Canard enchaîné a consacré une place importante dans ses colonnes à la guerre d'Algérie. Les grands titres de l'hebdomadaire satirique français, de novembre 1954 à avril 1958, rappellent les principaux problèmes qui se sont posés, au cours de cette période, non seulement à la conscience des Français, mais aussi aux divers gouvernements de la IVe République.